



LA LETTRE DU RIOB



RIOB

Réseau International
des Organismes de Bassin



LE RIOB DANS LES GRAND ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX

PAGE 04



FOCUS SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MONDIALE DU RIOB

PAGE 06



FOCUS SUR LE FORUM MONDIAL DE L'EAU

PAGE 08



ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

PAGE 09



PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

PAGE 12



COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

PAGE 15



AMÉRIQUES

PAGE 18



EUROPE

PAGE 21



ASIE-PACIFIQUE

PAGE 24



AFRIQUE

PAGE 27



PERSPECTIVES ET DÉFIS

PAGE 30



Toute l'équipe du RIOB et moi-même sommes particulièrement fiers de partager ce nouveau numéro de notre lettre d'information. Comme prévu, 2024 a été une année particulièrement dense, elle a marqué pour notre réseau et pour nos membres une visibilité croissante et un impact renouvelé.

Au moment où la gestion des ressources en eau progresse toujours trop lentement, nous croyons aujourd'hui encore plus qu'hier au rôle central que les organismes de bassin ont à jouer pour renforcer le dialogue et la coopération entre usagers de l'eau, pour renforcer la connaissance partagée des ressources et des usages, pour planifier les mesures concrètes nécessaires.

Le RIOB a organisé avec succès le segment dédié aux autorités de bassin durant le Forum Mondial de l'Eau de Bali en mai 2024 et son Assemblée Générale Mondiale à Bordeaux, en France, en octobre 2024. Chacun de ces deux événements a mobilisé de nombreux membres, ainsi qu'une participation politique de haut niveau.

Le réseau a adopté son nouveau plan d'action 2024 - 2027. Il sera mis en œuvre sous l'impulsion de la présidence française inaugurée lors de notre Assemblée Générale. En particulier, la mise en place de « Twin Basin Initiative », notre programme international de jumelage interbassins, sera étendue, après, déjà, le démarrage opérationnel de son premier pilier « Peer-to-Peer », grâce au soutien de l'Union européenne.

Le RIOB porte des messages concrets et de mieux en mieux entendus ; le RIOB met en œuvre des projets de terrain. Fort de la mobilisation de ses membres et de ses partenaires, le RIOB poursuivra son chemin de responsabilité et d'impact dans les années qui viennent, marquées par des jalons internationaux décisifs, avec notamment le prochain Forum Mondial de l'Eau à Riyad en 2027, ainsi que les deux conférences des Nations Unies sur l'eau annoncées pour 2026 et 2028.

Dr. Eric Tardieu,
Secrétaire Général du RIOB

LE RIOB DANS LES GRANDS ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX



10^{ème} Forum Mondial de l'Eau

Le FME est le plus grand événement mondial sur l'eau. En 2024, il avait pour thème « L'eau pour une prospérité partagée ». Le RIOB a co-organisé une trentaine de sessions dans divers processus, et en particulier piloté le segment politique de haut niveau dédié aux bassins.

Focus sur cet événement en page 8.

 **18 au 24 mai 2024**

 **Bali (Indonésie)**

12^{ème} Assemblée Générale Mondiale du RIOB

Le RIOB a fêté ses 30 ans lors de la 12^{ème} Assemblée Générale Mondiale du RIOB à Bordeaux, en France. Plus de 350 participants de plus de 60 pays se sont réunis pour échanger sur le thème « Ressources en eau et changement climatique : quelle gestion résiliente dans les bassins ? »

Focus sur cet événement en page 6 et 7.

 **6 au 10 octobre 2024**

 **Bordeaux (France)**



One Water Summit

Le One Water Summit s'est tenu en marge de la COP16 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Cet événement a été co-organisé par la France, le Kazakhstan, la Banque mondiale et l'Arabie Saoudite. Cet événement a eu pour but d'élever les questions relatives à l'eau au rang de priorité mondiale, en abordant son rôle essentiel dans l'adaptation au climat, la biodiversité et le développement durable, tout en encourageant les solutions innovantes et la coopération internationale.

À cette occasion a été lancée la One Water Vision Coalition, partenariat entre le RIOB et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), traduisant d'un consortium international de recherche coordonné par l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (INRAE). Cette initiative rassemble plus de 20 institutions de recherche, incluant des agences spatiales et des universités. Elle vise à exploiter les technologies satellitaires innovantes pour apporter des solutions concrètes à la gestion des ressources en eau.

 **3 décembre 2024**

 **Riyad (Arabie Saoudite)**

 www.inbo-news.org/fr/evenements/one-water-summit-2024





10^{ème} réunion des parties sur la convention sur l'eau (MOP10)

Cette réunion rassemblait les États Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des rivières et lacs internationaux, adoptée en 1992 à Helsinki. Cet instrument juridique promeut la gestion coopérative des bassins hydrographiques transfrontaliers. Il dispose (contrairement à la Convention de 1997) d'un Secrétariat: la Commission Économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU). Celle-ci propose aux États-Parties un programme de travail qu'elle met en œuvre en apportant un appui technique, juridique et institutionnel aux États qui le souhaitent pour la mise en œuvre des dispositions de la Convention. Depuis 2016, la Convention est ouverte à tous les pays du monde, et non plus seulement aux États-Membres de la CEE-ONU.

Organisé dans le cadre d'un partenariat entre le ministère des Ressources naturelles, de l'aménagement de la République de Slovénie et la CEE-ONU, l'événement a rassemblé 500 participants de 100 pays. Les participants ont salué l'adhésion, depuis la dernière réunion des Parties en 2021, de neuf nouveaux États de trois continents, signe de la pertinence mondiale croissante de la Convention en tant que cadre multilatéral de référence pour la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières. Les États-Parties ont également adopté le nouveau programme de travail 2025 - 2027.

 **23 au 25 octobre 2024**

 **Ljubljana (Slovénie)**

 www.inbo-news.org/fr/evenements/mop10-reunion-des-parties-a-la-convention-sur-leau/



29^{ème} Conférence des Nations Unies sur le changement climatique & Webinaire du RIOB

Comme chaque année depuis la COP21 à Paris en 2015, le RIOB a été co-organisateur de l'événement officiel de haut niveau sur l'eau (ou « Water Action Event »), cette année intitulée « Solutions du secteur de l'eau pour l'action climatique ».

Le RIOB a également apporté sa contribution à la programmation du Pavillon Eau et climat, avec la co-organisation des événements hybrides « Indicateurs sur l'eau douce et l'assainissement pour l'objectif mondial d'adaptation » & « Études de cas pratiques et laboratoire d'action: transformer l'objectif mondial d'adaptation à la pollution de l'eau en actions concrètes » sur le Pavillon eau et climat de la COP29 (15 novembre).

Enfin, le RIOB a organisé un événement intégralement en ligne dans le cadre de la Journée « Eau » de la COP29 sur le thème « Financement de l'adaptation à l'échelle des bassins: le potentiel de l'incubation pour accélérer le développement de projets ». 160 participants et 10 intervenants de régions géographiques et d'organisations diverses ont présenté d'une part des exemples de montage de projets d'adaptation aux changements climatiques, et d'autre part, des outils et conseils des institutions financières pour accélérer le développement de ces projets et leur financement.

 **11 au 22 novembre 2024**

 **Baku (Azerbaïdjan)**

 www.inbo-news.org/fr/webinaire-du-riob-dans-le-cadre-de-la-journee-eau-de-la-conference-des-parties-des-nations-unies-pour-le-climat-cop29

12^{ème} Assemblée Générale Mondiale du RIOB Bordeaux, France - 6 au 10 octobre 2024



La 12^{ème} Assemblée Générale Mondiale du RIOB, qui célébrait aussi son trentième anniversaire à Bordeaux, a eu lieu dans le contexte de l'anniversaire des 60 ans de la Loi sur l'Eau en France, à l'origine des agences de l'eau en charge de la gestion de bassin. Cette édition a été organisée en partenariat avec les agences de l'eau françaises, la Région Nouvelle-Aquitaine, l'Office Français de la Biodiversité (OFB), ainsi que le Ministère français en charge de la gestion de l'eau.

L'assemblée a donné lieu à la cérémonie de passation de la présidence mondiale du RIOB de Son Excellence M. Nizar Baraka (Ministre de l'Équipement et de l'Eau du Maroc) à Son Excellence Mme Agnès Pannier-Runacher (Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche). Cet événement a également permis de présenter le projet Peer-to-Peer (« Appui aux Organismes de Bassin et échanges entre pairs ») financé par la Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) aux organismes de bassin nationaux et transfrontaliers du monde entier (voir p. 30).

Les différents thèmes abordés lors de l'Assemblée Générale du RIOB

- 1 Financer la gestion des ressources à l'échelle des bassins.
- 2 Agriculture, qualité de l'eau et gestion des ressources en eau à l'échelle des bassins.
- 3 Coopération internationale et transfrontalière au service de la gestion de bassin.
- 4 Pénurie d'eau: planifier et outiller la gestion quantitative.
- 5 Outils et mesures d'adaptation aux changements climatiques.
- 6 Relever le défi de l'adaptation au changement climatique: intérêt d'une bonne gouvernance de bassin.



POUR EN SAVOIR PLUS

Rapport de l'événement



« Cette Assemblée Générale constitue un moment fort puisqu'elle coïncide avec le 30^{ème} anniversaire du RIOB ; il s'agit donc de trois décennies de travail laborieux pendant lesquelles le RIOB a développé et mis en œuvre des activités, des projets et des initiatives visant à accompagner les bassins et à promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau à leur échelle. »

SE M. Nizar BARAKA



« La GIRE permet de mieux coordonner les usages, de mieux optimiser les ressources, et ainsi de mieux préserver les écosystèmes. Grâce au RIOB, nous pouvons mettre en réseau les organismes gestionnaires de bassin, et ainsi mieux partager vos connaissances et votre savoir-faire. Tout cela au nom d'un seul objectif : une gestion durable de nos ressources en eau, au service de l'intérêt de nos concitoyens. »

SE Mme Agnès PANNIER-RUNACHER

Plan d'Action du RIOB

Le nouveau plan d'action du RIOB pour la période 2024 - 2027 a été adopté à l'issue de l'Assemblée Générale. Ce nouveau plan d'action s'articule autour de trois grandes priorités thématiques et quatre leviers d'action pour une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à l'échelle des bassins.

Le RIOB assure la promotion de la gestion de bassin et des organismes de bassin, la diffusion des connaissances opérationnelles sur la GIRE et le partage d'expérience et de projets pilotes. Les événements internationaux qu'il organise (Conférences du réseau régional EURO-RIOB, Assemblées Générales), ou aux programmes desquels il contribue (Forum Mondial de l'Eau, COPs Climat, etc.) permettent ces échanges, ainsi que la diffusion de bonnes pratiques et initiatives comme la Déclaration Eau et Nature, l'incubation de projet et les systèmes d'information sur l'eau. Elles sont aussi diffusées à travers les publications (Lettre annuelle et manuels du RIOB), les réseaux sociaux et le site web du réseau.

Le RIOB compte aujourd'hui environ 200 membres issus de 96 pays. Il est important de renouveler et d'étendre en permanence l'audience du réseau et les contributions des membres, soit à travers leurs cotisations, soit à travers leur participation active aux événements et aux initiatives du Réseau.



POUR EN SAVOIR PLUS



Manuels



Plan d'action du RIOB

**Adaptation
au changement
climatique**

**Préservation
de la biodiversité**

**Coopération
transfrontalière**

Gouvernance concertée et dialogue multi-acteurs

Système d'information sur l'eau






Financements durables

Planification stratégique

10^{ème} Forum Mondial de l'Eau Bali, Indonésie - 18 au 24 Mai 2024



Le 10^{ème} Forum Mondial de l'Eau (FME) a rassemblé plus de 20 000 participants de 160 pays pour échanger sur le thème « L'eau pour une prospérité partagée ». Le FME est la plus grande conférence mondiale sur l'eau permettant de débattre des solutions durables pour répondre aux défis urgents dans le domaine de l'eau.

 60 INTERVENANTS	21 PAYS REPRÉSENTÉS 
 4 SESSIONS THÉMATIQUES	 8 MINISTRES
 11 BASSINS NATIONAUX ET TRANSFRONTALIERS	

Le Secrétariat Permanent et les membres du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) ont contribué à l'organisation du FME et ont été impliqués dans plus de 30 sessions thématiques, notamment sur :

- 1 La Gestion Intégrée des Ressources en Eau :**
La GIRE souligne l'importance de coordination et de cohérence entre les secteurs, les échelles et les frontières lors de la planification et des approches opérationnelles.
- 2 Les systèmes d'information sur l'eau :**
On ne peut gérer que ce que l'on peut mesurer. Il est nécessaire de promouvoir une gestion partagée et intégrée des données.
- 3 La formation dans le secteur de l'eau :**
La disponibilité de ressources humaines formées est l'un des facteurs les plus importants pour la qualité de la gestion.
- 4 Le « Segment Bassin » :**
La journée du Segment Bassin est le segment politique de haut niveau du FME dédié à la promotion d'une approche opérationnelle de la GIRE pour et par les bassins en lien avec l'accélération de l'atteinte de l'Objectif de développement durable (ODD) 6. Il a été organisé pour la deuxième fois dans l'histoire du forum par le RIOB, en partenariat avec le NARBO (Réseau des organismes de bassin d'Asie).
Ce segment lancé par M. Basuki Hadimuljono (Vice-président du comité national d'organisation du Forum Mondial de l'Eau & Ministre des Travaux publics et du Logement public, République d'Indonésie) s'est conclu par l'adoption du Programme d'action de Bali pour les bassins (« Bali Basin Champions Agenda »).

Celui-ci comprend :

- Le lancement du **programme mondial de jumelages inter-bassins** (« Twin Basin Initiative ») et sa composante Peer-to-Peer soutenu financièrement par la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission Européenne. Ce programme vise le renforcement des capacités des organismes de bassin nationaux et transfrontaliers par l'échanges d'expériences entre pairs.
- Le lancement d'une initiative de plaidoyer : la **Coalition de Bali pour la formation des professionnels du secteur de l'eau**. Celle-ci promeut la formation comme un outil essentiel pour accélérer la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), et en particulier l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.
- Un accord de coopération qui formalise le **rattachement du réseau asiatique des organismes de bassin (NARBO)** comme réseau régional du RIOB.

Merci aux jeunes du Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau (PMJE) mobilisés tout au long de cette journée pour animer, participer et rapporter cet important segment du FME.

« La coopération est très importante pour garantir l'adéquation des eaux interconnectées et encourager la collaboration afin d'éviter les conflits et d'accroître les bénéfices. Notre gestion de l'eau utilise le potentiel des approches collectives pour des intérêts mutuels. »

S.E. M. Basuki HADIMULJONO,
Ministre des Travaux publics et du Logement public,
République d'Indonésie

Vers le 11^{ème} Forum Mondial de l'eau (Riyad, 2027)



L'Arabie saoudite a été élue pour accueillir le 11^{ème} Forum mondial de l'eau en 2027 sur le thème « Action pour un meilleur futur ». La première réunion des parties prenantes s'est tenue du 14 au 16 avril 2025 à Riyad.



POUR EN SAVOIR PLUS

Rapport RIOB au FME

Sous toutes les latitudes, les sociétés sont principalement frappées par les changements climatiques à travers le cycle de l'eau. Ces perturbations ont des effets en cascade sur l'environnement, les écosystèmes, l'accès à l'eau des populations et de nombreux secteurs économiques dépendant de cette ressource, tels que l'agriculture, l'industrie et l'énergie. La gestion adaptative de l'eau est donc un enjeu central de résilience face aux bouleversements climatiques.

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) s'impose comme une approche clé pour assurer une réponse cohérente et efficace aux défis posés par ces mutations. En intégrant durabilité environnementale, équité sociale et efficacité économique. La GIRE favorise la planification concertée des politiques sectorielles et prévient les conflits d'usage. Cette approche repose sur une gouvernance participative fondée sur la connaissance et l'anticipation des risques, permettant d'adapter les usages de l'eau de manière harmonieuse et durable.



De nouvelles projections pour 2100 sur le Rhin servent de base à la nouvelle stratégie d'adaptation de la CIPR

Des experts internationaux des États du bassin du Rhin ont utilisé les dernières données climatiques pour analyser l'évolution probable du débit du Rhin et de ses principaux affluents d'ici 2100. Les projections indiquent un passage à des régimes d'écoulement davantage alimentés par les précipitations, au détriment des régimes alimentés par la fonte des neiges et des glaciers. De novembre à avril, le risque d'inondation tend à augmenter. De mai à octobre, les sécheresses et les périodes de basses eaux devraient être plus fréquentes, durer plus longtemps et être plus marquées. À l'échelle régionale, des crues soudaines plus fréquentes sont également attendues en été, comme cela a été observé en juillet 2021 dans certaines parties du bassin du Rhin.

Pour relever les défis associés à ces événements à l'échelle nationale ou transfrontalière, les États poursuivent leurs activités et la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR) a publié des recommandations ambitieuses et interdisciplinaires. Outre les débits, les températures de l'eau du Rhin sont également affectées par le changement climatique. Une étude récente montre que presque toutes les stations analysées le long du Rhin révèlent une tendance au réchauffement progressif de la température de l'eau entre 1987 et 2023, avec les hausses les plus marquées dans les sections amont. Bien que les rejets thermiques dans le Rhin aient diminué en raison de l'arrêt de plusieurs centrales nucléaires situées dans le bassin versant, la hausse des températures de l'air et les périodes de basses eaux récentes ont contribué à l'augmentation des températures de l'eau du Rhin. Les projections des températures futures de l'eau du Rhin ainsi que les connaissances sur les effets du changement climatique sur la faune et la flore du fleuve seront bientôt disponibles.

Ces nouvelles découvertes, ainsi qu'un atelier international réalisé en mars 2025 avec les groupes d'utilisateurs touchés par le changement climatique, constituent une base importante pour la révision de la stratégie d'adaptation au changement climatique de la CIPR.



La Commission internationale pour la protection du Danube (ICPDR) travaille également sur l'adaptation au changement climatique. Selon Birgit Vogel, secrétaire exécutive de l'ICPDR, « La gestion de la sécheresse sur le Danube doit être améliorée. Nous avons besoin d'une coordination plus forte à la fois au niveau national et au niveau du bassin pour relever ce défi. »



POUR EN SAVOIR PLUS

Plan de l'ICPDR



POUR EN SAVOIR PLUS

Rapports

Participez au XIX^e Congrès Mondial de l'Eau !

Du 1^{er} au 5 décembre 2025, Marrakech accueillera le XIX^e Congrès Mondial de l'Eau, organisé par le ministère de l'Équipement et de l'Eau du Maroc et l'Association internationale des ressources en eau (IWRA). Sous le thème « L'eau dans un monde en mutation : Innovation et Adaptation », cet événement rassemblera experts, chercheurs, décideurs et acteurs privés pour échanger sur la gouvernance et la durabilité de l'eau. Institutions et organisations sont invitées à contribuer via événements parallèles, partenariats ou parrainages. Ouverture des inscriptions début mars !



POUR EN SAVOIR PLUS

Inscription



La gouvernance hydrique : une réponse intégrée aux défis climatiques



L'eau est un enjeu stratégique majeur pour l'adaptation au changement climatique, particulièrement en Afrique, où sécheresses et inondations se multiplient. L'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) soutient la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), en particulier à travers les Systèmes d'Alerte Précoce (SAP), des outils essentiels pour anticiper les crises liées à l'eau et en atténuer les impacts sur les populations, les écosystèmes et les économies locales.

L'OSS se positionne comme un partenaire stratégique dans la gestion concertée des ressources en eau à l'échelle régionale. À travers des projets comme NB ITTAS dans le bassin du Niger et le Système aquifère d'Iullemeden-Taoudéni/Tanezrouft, et IREE-MONO dans le bassin du fleuve Mono, l'organisation promeut une gouvernance durable et transfrontalière. Des initiatives telles que EURECCA en Ouganda et DRESSEA dans la région IGAD renforcent la résilience des communautés face aux sécheresses, tandis qu'ADSWAC et ADAPT-WAP proposent des solutions innovantes pour protéger les écosystèmes fragiles et sécuriser les moyens de subsistance. Par ces actions, l'OSS répond aux défis climatiques et soutient une gestion durable de l'eau en Afrique.



Point d'eau - Abreuvement du cheptel © OSS



Mesure de la pluviométrie © OSS

Par ailleurs plusieurs autres projets et initiatives sont développés par l'OSS mettant l'accent sur la gestion des oasis, écosystèmes particuliers en Égypte, en Mauritanie et au Tchad ; et la gestion des bassins transfrontaliers dont le bassin du fleuve Mono couvrant le Bénin et le Togo et celui du fleuve Sénégal couvrant Guinée, Mali, Mauritanie et Sénégal.

L'OSS soutient les États africains dans la transition vers une gestion plus inclusive et résiliente des ressources en eau, en mettant en œuvre la GIRE et en s'alignant sur les objectifs du RIOB. Il contribue ainsi à la lutte contre le changement climatique et au renforcement de la coopération régionale.

Projet de conservation dans la Serra do Japi, État de São Paulo, Brésil, permettant la recharge de plus de 5,5 millions de m³ d'eau



La « Serra do Japi », une région montagneuse située dans l'agglomération urbaine de Jundiaí, est un vestige significatif de la forêt atlantique dans l'État de São Paulo, au Brésil. Elle représente 7 % des vestiges originaux de ce biome. Depuis 2022, le Consortium Intermunicipal des Bassins des Rivières PCJ (Consórcio PCJ), en collaboration avec des partenaires et avec le parrainage de Coca-Cola Brasil et Coca-Cola FEMSA Brasil, met en œuvre des initiatives de conservation sur une superficie de 354 km², comprenant la Réserve Biologique de la Serra do Japi (Rebio) et la zone protégée englobant quatre villes environnantes (Jundiaí, Cabreúva, Cajamar et Pirapora do Bom Jesus).

Le projet, intitulé « Olhos da Serra » (Yeux de la Montagne), a déjà achevé deux phases, et la troisième phase a débuté en janvier 2025. Cette phase couvre six axes principaux : Gouvernance ;

Prévention des incendies de forêt ; Reforestation ; Assainissement ; Surveillance des invasions dans la Réserve Biologique de la Serra do Japi ; Communication et Éducation Environnementale.

Au cours des trois années du projet, l'état de conservation de 833 sources et 111 cours d'eau de la Serra do Japi a été cartographié et diagnostiqué. Ces activités ont permis l'infiltration de 5 526 245 m³ d'eau par an dans le sol.

Selon Francisco Lahóz, Secrétaire Exécutif du Consórcio PCJ, des initiatives comme le projet « Olhos da Serra » sont essentielles pour faire face aux événements climatiques extrêmes et au changement climatique, bénéficiant à 450 000 habitants.

De plus, 3 090 970 tonnes de rétention de carbone ont été enregistrées grâce à la conservation des forêts et des sols dans la région. Lors de la deuxième phase du projet, un système de surveillance et de contrôle des incendies de forêt par satellite a été mis en place sur 25 000 hectares grâce au Système Suindara. Ce système envoie des alertes géoréférencées aux utilisateurs stratégiques intégrés à la plateforme.



POUR EN SAVOIR PLUS

<https://agua.org.br/olhosdaserra/>

S'adapter aux inondations: quand le bassin de l'Èbre retrouve son espace



L'objectif du projet LIFE Ebro Resilience P1 dans le nord de l'Espagne est d'**atténuer les impacts des inondations** tout en assurant la coexistence des populations locales et de l'activité économique avec la réalisation du bon état écologique de la rivière.

Deux types de mesures d'adaptation complémentaires sont appliquées.

Tout d'abord, des **solutions naturelles de restauration fluviale** sont mises en œuvre sur une zone de 500 hectares

avec l'expansion de l'espace fluvial (47 ha), la restauration des méandres et le rétablissement des bras perdus de la rivière (1 km) pour reconnecter les forêts riveraines avec le lit actif, en maintenant des corridors écologiques.

Deuxièmement, la création de **zones tampons d'écoulement latéral** est prévue, avec l'expansion des crues sur une zone agricole de culture intensive de 350 ha. La pré-inondation, d'une profondeur moyenne de 0,5 mètre, fonctionnera comme une éponge pour l'eau et est conçue pour minimiser les dommages aux propriétés et à l'infrastructure d'irrigation.

20 ha de forêts riveraines et 65 ha d'habitats fluviaux spécifiques à l'Èbre seront rétablis.

Le projet a été sélectionné dans le cadre de l'appel à propositions LIFE 2020. L'un des points forts du projet est qu'il rassemble dans une seule stratégie, la stratégie de résilience de l'Èbre, les autorités compétentes en matière d'eau, d'inondation et de gestion territoriale pour appliquer des mesures similaires le long d'autres sections du cours moyen de l'Ebre souffrant de problèmes similaires.

Eduardo MURILLO PEÑACOBIA,

Gestionnaire du projet LIFE Ebro Resilience P1, Groupe TRAGSA

Une plateforme pour les jumeaux numériques, déjà disponible et interopérable avec deux grands estuaires: la Gironde et le fleuve Saint-Laurent



Fruit de l'initiative du Port de Bordeaux et d'une collaboration avec les gestionnaires locaux de l'eau en Gironde, les jumeaux numériques du fleuve sont utilisés par les bureaux d'ingénierie pour réaliser des études environnementales depuis 2023.

Basée sur l'Open Source (blocs technologiques et modèle numérique de la Gironde), cette initiative vise à développer des communs numériques territoriaux afin de faciliter la mutualisation des efforts et le partage des résultats pour renforcer la résilience des territoires face au changement climatique, encourager la coopération transfrontalière et préserver la biodiversité.

Elle ambitionne en effet de développer une hydro-diplomatie en permettant à tous les acteurs d'un territoire, mais aussi entre territoires, de faire les mêmes observations à l'aide d'outils communs et ouverts: quels seront les impacts futurs de tels changements climatiques ou anthropiques sur le fleuve et les citoyens ?

Ces outils permettent d'intégrer ces hypothèses dans une réalité virtuelle (numérique) afin d'en mesurer les impacts. Ainsi, la plateforme LISOS de jumeaux numériques mobilise la puissance nécessaire sur le cloud européen pour effectuer un nombre quasi illimité de simulations simultanées, dans un esprit communautaire et frugal.

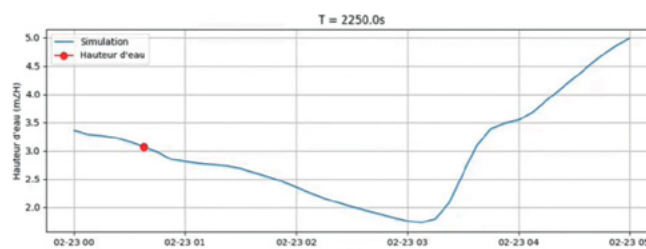
Elle offre notamment aux utilisateurs un environnement collaboratif favorisant la coordination des travaux entre les parties prenantes d'un même fleuve. De plus, elle peut facilement intégrer d'autres fleuves afin de faciliter les études, proposer de nouvelles opportunités opérationnelles en temps réel pour anticiper et mieux gérer les crises. L'interopérabilité avec l'IoT et les données ouvertes est centrale dans cette démarche, permettant une exploitation optimisée des résultats dans d'autres systèmes d'information.

POUR EN SAVOIR PLUS



Page LinkedIn

Référence





La gestion intégrée de la ressource en eau et la préservation de la biodiversité sont étroitement liées. Ce sont des solutions pour faire face à la dégradation des habitats et la disparition des espèces accentuées par l'artificialisation des milieux naturels, les changements climatiques et autres pressions démographiques, économiques et industrielles, et à l'altération du cycle de l'eau.

Pour répondre à cette crise, il est essentiel d'harmoniser les politiques de l'eau et de la biodiversité et de mettre en œuvre des Solutions Fondées sur la Nature (SFN) à

l'échelle des bassins. Les Mesures Naturelles de Rétention des Eaux (MNRE) jouent un rôle clé en favorisant la régulation des flux hydriques, la prévention des inondations et des sécheresses, tout en préservant les écosystèmes.

Le financement de ces actions peut être assuré par les plans de gestion de bassin et des mécanismes innovants tels que les paiements pour services environnementaux. En mobilisant une approche concertée et en multipliant ces initiatives, les bassins deviennent des territoires clés pour la préservation durable de la biodiversité.



Lutte contre les espèces invasives dans le bassin hydrographique de Valence (Espagne)

Depuis des temps immémoriaux, le commerce maritime a apporté la vie et la richesse aux côtes méditerranéennes. Cependant, cette voie de la prospérité a également ouvert une brèche pour un envahisseur inattendu : la canne de Provence (*Arundo donax*).

Cette plante, qui pousse jusqu'à 10 cm par jour, a envahi plus de la moitié du réseau fluvial de Valence, en Espagne, soit quelque 7 000 km de rivières et de ravines.

Elle se propage rapidement, supplantant la flore indigène et réduisant considérablement la biodiversité. Sa structure dense empêche les oiseaux de nicher et les autres vertébrés de trouver un abri. De plus, elle consomme entre 5 et 20 fois plus d'eau que les espèces indigènes, ce qui représente une menace dans une région où les ressources en eau sont rares. Sa forte combustibilité contribue également à la propagation des incendies de forêt.

Pour lutter contre cette invasion, les autorités espagnoles ont mis en œuvre une stratégie innovante :

- La partie aérienne de la canne est arrachée et broyée.
- Le sol est recouvert d'un matériau qui empêche la photosynthèse et bloque la croissance de nouvelles pousses. Après 18 mois ou deux étés consécutifs, les racines se déshydratent et meurent par manque de nutriments.
- Le sol est découvert et reboisé avec de la végétation indigène, en privilégiant les plantes aquatiques sur le rivage, les arbustes sur les marges et les arbres dans les zones plus éloignées.

Les trois premières années après le reboisement sont cruciales, avec des travaux d'entretien tels que l'élimination des repousses et l'irrigation estivale. Après cette période, la végétation indigène atteint un état de maturité qui empêche la recolonisation de la canne.

Cet effort permet non seulement d'éliminer une espèce envahissante, mais aussi de restaurer les écosystèmes et de restituer la biodiversité aux rivières. C'est un engagement pour un avenir où la nature s'épanouit pleinement. Chaque rivière restaurée devient un espace de rencontre et de convivialité pour les citoyens, un véritable sanctuaire pour la biodiversité.

Emilio REAL LLANDERAL,

Chef de Service Gestion de l'Environnement, Confédération hydrographique de Júcar



Italie: renforcement de la biodiversité du bassin du Pô dans un contexte de changement climatique

Face aux défis environnementaux, le bassin du Pô a été reconnu par la Stratégie nationale italienne d'adaptation au changement climatique comme un cas spécial national et une zone pilote, en particulier dans le secteur de la gestion de l'eau, en raison de la disponibilité de l'eau, de ses usages et du fait que le district génère 40 % du PIB italien. De plus, il abrite des écosystèmes de grande valeur écologique, mais fortement menacés.

Pour relever ces défis, l'Autorité du district du bassin du Pô (ADBPO) a mis en place une approche intégrée de la gestion de l'eau, considérant la restauration de la connectivité fluviale et des fonctions naturelles des rivières comme une question transversale essentielle pour atteindre les objectifs de la DCE, de la DI et des directives européennes sur la nature. Le Plan de restauration du fleuve Pô, financé par les fonds Next Generation EU, illustre cette approche. Ce projet est ambitieux tant par le nombre d'interventions prévues (56 sites) que par les défis liés aux objectifs parfois divergents des parties prenantes.

Afin de rechercher des solutions concertées et de garantir la gestion post-projet, l'ADBPO encourage le partenariat public-privé pour la conservation de la biodiversité et l'implication des parties prenantes via des processus de participation et de négociation. Les réserves de biosphère UNESCO MAB sont des outils permettant d'impliquer les territoires et de renforcer la relation entre les populations et leur environnement. Le Nature Positive Network est un réseau dynamique d'entreprises engagées dans la mise en œuvre d'actions efficaces pour la protection et la valorisation de la nature dans le bassin du Pô.



Autoridad del Distrito de la Cuenca del Po © Massimo Dall'Argine

Paola GALLANI,
Autorité du district du bassin du Pô (ADBPO)



POUR EN SAVOIR PLUS

Adbpo



ADBPO
Autorità di bacino distrettuale del fiume Po

Gouvernance transfrontalière des ressources halieutiques

La faune piscicole qui habite les rivières ne connaît pas de nationalités. Sa conservation et son développement, dans les rivières partagées entre deux ou plusieurs pays, nécessitent une méthodologie particulière et un schéma de gouvernance permettant d'articuler les intérêts.

La faune piscicole du fleuve Paraná, qui compte plus de 200 espèces de poissons à haute valeur écologique et économique, nécessite des politiques binationales efficaces pour sa conservation, ce qui rend indispensable une gestion coordonnée entre l'Argentine et le Paraguay.

En 1996, les deux pays ont signé la Convention pour la conservation et le développement des ressources ichtyologiques des tronçons partagés des fleuves Paraná et Paraguay, un traité international approuvé par leurs parlements respectifs. Sa mise en œuvre est assurée par la Commission mixte argentine-paraguayenne du fleuve Paraná (COMIP), qui coordonne les études scientifiques et leur traduction en politiques de gestion de la pêche.

Sous la supervision des ministères des Affaires étrangères, la COMIP travaille à la réglementation des périodes de fermeture de la pêche, à la protection des bancs de poissons, au contrôle de l'activité de pêche et à l'impact du changement climatique sur les écosystèmes aquatiques. En outre, elle s'occupe de la prolifération des espèces envahissantes, de la protection des espèces indigènes et de la gestion des pêcheries par le biais de réglementations binationales unifiées.

Cette approche de la gouvernance transfrontalière intègre la science, la politique et la gestion durable de l'eau, assurant la conservation de la biodiversité aquatique et le développement des communautés riveraines. Il s'agit d'un modèle de coopération pour la gestion intégrée des ressources en eau qui renforce la résilience des écosystèmes partagés.



POUR EN SAVOIR PLUS

Accord

COMIP
COMISIÓN MIXTA DEL RÍO PARANÁ



Les ressources halieutiques natives du lac Titicaca : une priorité de gestion urgente

Le lac Titicaca traverse une crise écologique et socioéconomique due à l'absence de réglementation halieutique binationale Pérou-Bolivie, la pollution et les effets du changement climatique. La surpêche, la dégradation environnementale et le manque de périodes de reproduction protégées ont entraîné une chute de 90% des captures d'espèces natives en 30 ans, menaçant la biodiversité et les moyens de subsistance de 700 000 personnes.

Parmi les espèces les plus touchées (genres *Orestias* et *Trichomycterus*), 20 se sont éteintes et 6 sont en danger. La pollution (eaux usées, déchets industriels / agricoles) et l'élevage intensif de truites ont détérioré la qualité de l'eau. Le niveau du lac a baissé de 2 mètres sous la moyenne historique, détruisant des habitats clés.

Depuis 2021, l'Autorité Binationale Autonome du Lac Titicaca (ALT) a mis en œuvre des stratégies incluant :

- La sensibilisation des communautés de pêcheurs.
- La formation aux techniques de reproduction artificielle.
- La production de plus de 4 millions d'alevins réintroduits.

À court terme, l'ALT promeut :

- Le respect des interdictions binationales de pêche.
- Des activités génératrices de revenus alternatives (élevage de cobayes, volailles).

Ces initiatives, soutenues par les gouvernements péruvien et bolivien, nécessitent des efforts continus pour préserver les ressources.

Juan José OCOLA SALAZAR,
Autorité Binationale Autonome du Lac Titicaca (ALT)

GIRE & Pêches continentales

Inspirée par l'adoption de la « Gestion Intégrée des Ressources en Eau » comme thème biennal 2024 - 2025 de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'initiative mondiale « GIRE & Pêches continentales » a été lancée en décembre 2023 comme un effort interdivisionnel de la FAO (regroupant les divisions « Pêche et Aquaculture », « Forêts » & « Terre et Eau »). Le RIOB a l'honneur de présider cette initiative mondiale qui vise à améliorer la coordination de la gestion des bassins et des pêcheries.

POUR EN SAVOIR PLUS



**Atelier GIRE
et Pêches**

Préservation de la biodiversité dans le bassin du Lac Atitlán à travers la protection et conservation des forêts naturelles



Au Guatemala, les forêts et milieux naturels ont diminué de 15,68 % ces 17 dernières années, soit 1 707 415 hectares, tandis que les cultures permanentes et zones urbaines ont considérablement augmenté entre 2003 et 2020 (MAGA 2021). Cette tendance est également observable dans le bassin du lac Atitlán.

Face à ce constat, l'Autorité pour la Gestion Durable du Bassin du Lac Atitlán et son Environnement (AMSCLAE), conformément à sa Loi de Création et Planification Stratégique, promeut une agriculture durable, les bonnes pratiques agricoles, la conservation des sols et l'augmentation du couvert forestier.

L'AMSCLAE utilise des outils comme les Lois PROBOSQUE et PINPEP offrant des incitations financières pour la gestion des forêts naturelles, l'établissement de plantations forestières, la restauration des terres dégradées et la promotion de la biodiversité. Ces incitations sont financées par le Ministère des Finances publiques du Guatemala, après approbation de l'INAB.

Entre 2015 et 2024, 893,35 hectares ont été intégrés aux programmes d'incitations forestières sous différentes modalités. Ces programmes ont contribué à protéger la biodiversité, générer des services écosystémiques, retenir l'eau et préserver la beauté paysagère.

Des mécanismes de financement comme les paiements pour services environnementaux ont été mobilisés, avec environ 193 000 USD versés aux propriétaires terriens.

L'AMSCLAE prévoit d'ajouter 680 hectares supplémentaires à ces programmes entre 2025 et 2033, ainsi que des activités annuelles de reboisement sur 400 hectares dans les zones de conservation du bassin.

Juan Carlos BOCEL CHIRO,
Chef de l'Unité de Suivi et Évaluation, AMSCLAE
Luis Armando RAMOS XOBIN,
Chef du Département Agricole et Forestier, AMSCLAE

La moitié de la population mondiale réside dans 310 bassins hydrographiques transfrontaliers traversant 151 États riverains. Pourtant, environ 60 % de ces bassins ne bénéficient pas d'un dispositif de coopération structuré, et la plupart des 610 aquifères transfrontaliers restent également sans cadre de gouvernance.

Dans un contexte où les tensions sur les ressources en eau s'intensifient en raison des changements climatiques, de la croissance démographique et des pratiques non durables, la coopération transfrontalière devient un impératif stratégique. Une gestion concertée permet d'optimiser l'exploitation des ressources en eau, de prévenir les conflits et d'améliorer la résilience des territoires partagés.

Les cadres juridiques régionaux et internationaux (dont la Convention d'Helsinki de 1992), ainsi que les Objectifs de Développement Durable (ODD), encouragent le développement de mécanismes de gouvernance transfrontaliers. La cible 6.5 des ODD vise notamment à «assurer la gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontalière». Pour répondre à ces enjeux, il est essentiel de renforcer les moyens alloués aux organismes de bassin transfrontalier et d'accroître la coordination entre États, afin de garantir une gestion durable et équitable des ressources communes.



Gouvernance partagée de l'eau sur le fleuve Paraná



La gouvernance du fleuve Paraná partagé entre l'Argentine et le Paraguay est un processus qui fête ses 50 ans.

Avec pour objectif initial l'étude et l'évaluation en vue d'une utilisation commune, il a progressivement intégré des compétences en matière d'évaluation hydroélectrique, de faune piscicole, de qualité de l'eau et de navigation. Aujourd'hui, il est le forum naturel pour tous les aspects liés à la bilatéralité dans la région.

Les études hydroélectriques de Corpus et d'Itatí - Itacorá, ainsi que les 25 ans du programme de préservation de la faune aquatique coordonné par la Commission mixte Argentine-Paraguay sur le fleuve Paraná (COMIP), sont des exemples de gestion intégrée et de collaboration entre les États qui partagent le bassin.

Plus récemment, et compte tenu du potentiel de développement de l'activité fluviale, les gouvernements ont renouvelé cet engagement en créant le Groupe Encarnación.

Avec pour objectif concret de faciliter la coopération entre

l'Argentine et le Paraguay pour l'amélioration et la promotion de la voie navigable, des espaces de dialogue ont été instaurés. Ces espaces incluent non seulement différents niveaux de gouvernement - et pas seulement l'administration centrale - afin d'assurer que les décisions soient prises en tenant compte des spécificités régionales du bassin, mais ils ont également été ouverts au secteur privé. Le Groupe réunit ainsi des producteurs, des armateurs, des acteurs portuaires et de nombreux représentants d'utilisateurs et de services.

En six ans de travail, le Groupe Encarnación a permis de :

- Multiplier les réunions binationales pour favoriser le dialogue et la coordination sur les sujets d'intérêt commun liés au fleuve.
- Mettre en place des mécanismes de coordination pour la gestion et le développement de projets.
- Aborder les questions de navigation afin de garantir la sécurité et l'efficacité du transport fluvial.
- Convenir et publier des déclarations d'urgence en cas de situations critiques affectant la navigation ou l'environnement.

Le travail de cette équipe se concrétise quotidiennement à travers :

- Plus de cinquante réunions techniques réalisées.
- La coordination des travaux de dragage.
- Des projets d'infrastructure soumis aux gouvernements.
- Des accords pour le suivi et la gestion de la qualité de l'eau.





Faciliter les dialogues sur les bassins fluviaux fondés sur des données fiables en Asie Centrale



Le Centre d'information scientifique de la Commission interétatique de coordination de l'eau (SIC ICWC) en Asie Centrale travaille en étroite collaboration avec les pays riverains et d'autres partenaires. Pour progresser, la coopération transfrontalière doit être fondée sur des données fiables et sur la gestion des ressources en eau sensible au climat par le biais d'initiatives de coopération régionale.

Actuellement, dans le cadre de l'initiative Green Central Asia de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), SIC ICWC mène trois études thématiques pour nourrir les dialogues sur les bassins de l'Amu Darya et du Syr Darya et pour fournir aux décideurs une analyse et une compréhension fine des défis et des opportunités du bassin. Ces études fourniront une base factuelle pour trois domaines prioritaires, à savoir la préservation

des écosystèmes dans le bassin de l'Amu Darya, les mécanismes économiques de coopération et la résilience des infrastructures dans le bassin du Syr Darya, identifiés lors du premier dialogue mené en novembre 2023. Au cours de la deuxième série de dialogues sur les bassins fluviaux, qui s'est tenue en décembre 2024 et en janvier 2025, les approches conceptuelles et les étapes pratiques de la recherche conjointe sur la préservation de l'écosystème dans le bassin de l'Amu Darya et les infrastructures hydrauliques résistantes au climat dans le bassin du Syr Darya ont été convenues. Tout au long de l'année, des experts de tous les pays d'Asie Centrale travailleront ensemble pour mettre en œuvre ces tâches ambitieuses et produire de nouvelles connaissances et recherches sur les questions les plus difficiles.

Cette activité fait partie du travail du SIC ICWC sur la mise en œuvre de son engagement à la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023, à savoir l'avancement de la coopération transfrontalière en matière d'eau en Asie Centrale fondée sur des données fiables.

Usmanova O.K., Galustyan A.G.,

PhD, Centre d'information scientifique de la Commission interétatique pour la coordination de l'eau (SIC ICWC)



POUR EN SAVOIR PLUS

Coopération transfrontalière

RADA: une étape clé dans la gouvernance de l'eau du bassin amazonien



La création du Réseau Amazonien des Autorités de l'Eau (RADA) par les présidents des pays amazoniens lors du Sommet Amazonien 2023 marque une avancée majeure dans la gouvernance transfrontalière de l'eau. Établi sous l'égide de l'Organisation du Traité de Coopération Amazonienne (OTCA), ce mécanisme réunit les huit pays du bassin.

Officiellement installé en avril 2024, le RADA offre une plateforme permanente de coordination pour les autorités hydriques de Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Guyana, Pérou, Suriname et Venezuela. Son plan de travail 2024 - 2026 prévoit :

- L'adoption de protocoles régionaux pour le suivi quantitatif et qualitatif des eaux.
- Le renforcement des capacités techniques.
- L'échange d'expériences sur le financement de la GIRE.
- La consolidation du mécanisme de coordination régionale.

Une priorité essentielle est l'amélioration du Réseau Hydrologique Amazonien et du Réseau de Qualité de l'Eau, deux systèmes clés pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Le RADA bénéficie de l'appui du Projet du Bassin Amazonien,



mis en œuvre par l'OTCA avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Ce projet soutient le Programme d'Action Stratégique (PAS) pour la GIRE en Amazonie, en renforçant les capacités institutionnelles, la résilience climatique des communautés et des écosystèmes, et la production de données régionales.

Par la création du RADA, les huit pays amazoniens réaffirment leur engagement pour une gouvernance commune des eaux transfrontalières, garantissant la protection de cet écosystème vital pour la planète.

Programme d'action stratégique pour le tri-bassin Buzi, Pungwe et Save (BUPUSA) pour débloquer les investissements transfrontaliers



Le Mozambique et le Zimbabwe relèvent les défis sociaux, économiques et environnementaux dans les cours d'eau du Buzi, Pungwe et Save. En 2024, les deux gouvernements ont élaboré un

Programme d'Action Stratégique (PAS), un cadre tri-bassin pour mettre en œuvre des actions et investissements transfrontaliers prioritaires afin de résoudre les problèmes environnementaux.

Le PAS BUPUSA, approuvé par les ministres de l'Eau des deux pays, comprend sept interventions prioritaires transfrontalières :

- Renforcement des capacités de gestion intégrée « de la source à la mer ».
- Gestion durable des eaux souterraines.
- Amélioration de l'approvisionnement en eau durable.
- Réduction de la pollution hydrique et environnementale.
- Réhabilitation des zones dégradées.

- Adoption d'un régime de débit environnemental.
- Renforcement de la résilience climatique.

Une Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT) a identifié cinq problèmes environnementaux : disponibilité réduite en eau, détérioration de sa qualité, dégradation des sols, modifications du régime hydrique et augmentation des événements climatiques extrêmes.

Le PAS, l'ADT et les Plans d'Action Nationaux (PAN) ont été développés dans le cadre du projet GEF-BUPUSA mis en œuvre par l'UICN, avec l'appui du Partenariat Mondial de l'Eau Afrique Australe (GWPSA).

La Commission des cours d'eau du Buzi, Pungwe et Save (BUPUSACOM), créée en mai 2023, fournit une approche coordonnée de gestion transfrontalière. Son siège à Beira (Mozambique) est opérationnel et mobilise des ressources pour mettre en œuvre le PAS.



POUR EN SAVOIR PLUS

Contactez BUPUSACOM

Nouveaux rapports sur la coopération transfrontalière en matière d'eau disponibles

Le troisième rapport d'avancement sur l'indicateur 6.5.2 des Objectifs de développement durable (ODD), publié par la Commission Économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture et ONU-Eau, est désormais accessible en cinq langues. Intitulé *Progrès de la coopération transfrontalière en matière d'eau : État des lieux à mi-parcours de l'indicateur 6.5.2 des ODD, avec un accent particulier sur le changement climatique - 2024*, ce rapport présente les résultats du troisième exercice de suivi de l'indicateur 6.5.2, qui s'est déroulé en 2023, en mettant particulièrement l'accent sur le changement climatique. Il offre un aperçu des efforts déployés par les pays pour faire face aux impacts du changement climatique et à la réduction des risques de catastrophes à l'échelle transfrontalière.

Le Secrétariat de la Convention sur l'Eau a récemment publié deux rapports majeurs :

- **Troisième rapport de mise en œuvre de la Convention sur l'Eau :** Progrès de la coopération transfrontalière en matière d'eau dans le cadre de la Convention sur l'eau : Troisième rapport sur la mise en œuvre de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux (2020 - 2023). Ce rapport met en avant les

résultats significatifs obtenus par les Parties à la Convention dans la mise en œuvre de la coopération transfrontalière en matière d'eau, mais identifie également les défis à relever et propose des recommandations stratégiques pour renforcer la mise en œuvre de la Convention et la coopération transfrontalière.

- **Bonnes pratiques et enseignements tirés du partage des données dans les bassins transfrontaliers :** Ce rapport compile une collection mondiale d'études de cas illustrant différents aspects du partage des données et informations. Il s'appuie sur des expériences concrètes à tous les niveaux et propose une large gamme d'exemples sur la mise en œuvre de programmes de surveillance et de partage des données. Ce document complète ainsi les précédents guides élaborés sur la surveillance et l'évaluation des ressources en eau.

POUR EN SAVOIR PLUS



3^{ème} rapport

Bilan mi-parcours



Bonnes pratiques



GIRE dans les bassins transfrontaliers: le rôle pionnier de l'Autorité Nationale de l'Eau (ANA) du Pérou



La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans les bassins transfrontaliers constitue un défi majeur du développement durable, nécessitant une approche systémique des facteurs environnementaux, économiques, politiques et sociaux. Au Pérou, l'Autorité Nationale de l'Eau (ANA) - entité technique-normative suprême du Système National de Gestion des Ressources en Eau - coordonne des stratégies pour 34 bassins partagés avec cinq pays voisins: Équateur, Colombie, Brésil, Bolivie et Chili. Des avancées significatives ont été réalisées avec l'Équateur et la Bolivie pour faire face aux changements climatiques.

Avec l'Équateur, le Plan GIRE 2019 du bassin transfrontalier Zarumilla a marqué un jalon comme premier plan binational. En 2017, les deux pays ont créé la Commission Binationale GIRE Pérou - Équateur pour neuf bassins (effective en avril 2022), dont le règlement a été signé en octobre 2024. En tant que Présidente Pro Tempore (2024 - 2026), l'ANA priorise la mise en œuvre du Secrétariat Technique Binational.

Avec la Bolivie, l'ANA a développé un modèle hydrologique du bassin Maure-Mauri, effectué des suivis binationaux de qualité d'eau dans le bassin Suches, et préparé des Termes de Référence pour actualiser le bilan hydrique du système Titicaca-Desaguadero-Salar de Coipasa-Poopó.

Par des approches multisectorielles et une étroite coordination avec ses homologues, l'ANA établit les bases d'une gestion intégrée transfrontalière pour la sécurité hydrique des populations frontalières.

Coopération transfrontalière pour les fleuves du Plateau des Guyanes



Face aux défis climatiques, le projet BIO-PLATEAUX 2 a réuni en 2024 le Suriname, le Brésil et la France pour renforcer la gestion des bassins du Maroni et de l'Oyapock. Ateliers participatifs, partage de données et signature d'une déclaration commune à Paramaribo ont marqué cette initiative soutenue par l'UE (INTERREG Amazonie).



POUR EN SAVOIR PLUS

Bio-Plateaux



Gestion Intégrée des Ressources en Eau à travers les Comités Techniques de Bassins au Guatemala



Le Guatemala, pays doté d'une grande diversité écologique et de ressources hydriques fondamentales pour son développement, relève le défi d'une

gestion durable de ses bassins. Dans ce contexte, la Direction des Bassins du vice-ministère de l'Eau pilote l'élaboration et la mise en œuvre de plans, politiques, programmes et projets pour la gestion intégrée de ces écosystèmes. Elle promeut également des actions de protection, conservation et amélioration, contribuant à l'Objectif de développement durable (ODD) 6.5 sur la gestion intégrée de l'eau.

À travers la gouvernance nationale, des comités techniques de bassins ont été établis comme éléments clés pour une gestion durable des ressources en eau et naturelles. Ces plateformes

favorisent la participation des acteurs locaux: société civile, institutions gouvernementales et secteur privé.

Conformément à la législation en vigueur (Accord gouvernemental 19-2021), trois processus sont mis en œuvre:

- Caractérisation des bassins: point de départ pour analyser les problématiques des ressources naturelles sous leurs dimensions biophysiques et sociales.
- Diagnostic des bassins: analyse et production d'informations pour évaluer l'état des bassins.
- Plan de Protection et Conservation: outil définissant des actions stratégiques à moyen et long terme pour résoudre les problématiques identifiées.

Les comités techniques facilitent l'identification des problèmes, la coordination interinstitutionnelle et la prise de décision fondée sur des preuves, promouvant transparence, co-responsabilité et équité pour une gestion durable des ressources en eau.

La politique de l'eau du Mexique 2024 - 2030



La base de la politique de l'eau du Mexique est la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) par bassin hydrographique. La gestion des 13 bassins du pays permet une approche plus efficace et adaptée à chaque région.

Des efforts importants sont actuellement déployés pour améliorer la qualité de l'eau et assurer sa disponibilité, en donnant la priorité à l'approvisionnement pour la consommation humaine, par le biais de projets intégrés qui comprennent la réhabilitation, la modernisation et la technification des infrastructures d'irrigation, ainsi que la mise en œuvre de technologies durables et la promotion de pratiques de conservation.

La GIRE au niveau du bassin est régie par le Plan national de l'eau 2024 - 2030, présenté en novembre 2024. Les axes directeurs du plan sont les suivants : politique de l'eau et souveraineté nationale ; justice et accès à l'eau ; atténuation de l'impact environnemental

et adaptation au changement climatique ; gestion intégrée et transparente.

Dans le cadre de sa mise en œuvre, l'Accord national pour le droit humain à l'eau et la durabilité a été signé et dix engagements pour l'eau ont été pris, réunissant les gouvernements fédéral, étatiques et municipaux, les secteurs agricole et industriel, le monde universitaire et la population en général.

De même, un plan directeur d'infrastructure sera mis en œuvre dans le but d'améliorer l'infrastructure existante et de planifier celle qui est nécessaire, ainsi que des actions pour la modernisation de 200 000 hectares d'irrigation. 17 projets stratégiques ont également été définis et l'assainissement et la restauration écologique des rivières seront encouragés, en particulier celles de Lerma-Santiago, Atoyac et Tula.

En outre, des forums sont en cours pour l'élaboration du Programme national de l'eau 2025 - 2030, au sein desquels des représentants des peuples autochtones, des jeunes, des universitaires, des spécialistes, des législateurs, du secteur privé et des autorités locales, étatiques et fédérales apportent leurs connaissances et leur expérience pour la formulation de l'instrument directeur de la politique nationale de l'eau.



POUR EN SAVOIR PLUS

Plan national de l'eau 2024-2030



Planification de la résilience climatique dans le bassin du Delaware

Dans le Nord-Est des États-Unis, la rivière Delaware s'écoule sans barrage sur 530 km, formant une frontière interétatique sur presque toute sa longueur. Son bassin versant couvre plus de 35 000 km² dans quatre États : New York, Pennsylvanie, New Jersey et Delaware.

En 1961, la Delaware River Basin Commission (DRBC) a été créée pour gérer, protéger et améliorer les ressources en eau partagées du bassin, sans considération des frontières politiques. Ses cinq membres sont les gouverneurs des quatre États et le commandant de la Division Nord-Atlantique du Corps des Ingénieurs de l'Armée américaine, représentant le gouvernement fédéral.

Depuis 60 ans, la DRBC a amélioré avec succès la qualité de l'eau et construit un approvisionnement durable dont dépendent plus de 14 millions de personnes. En décembre 2024, Kristen Bowman Kavanagh, ingénieur, a été nommée cinquième directrice exécutive de la Commission, dirigeant une équipe d'environ 35 scientifiques, ingénieurs et professionnels.

La DRBC élabore actuellement son premier Plan de Résilience Climatique. Ce plan identifiera des actions prioritaires pour évaluer les impacts climatiques (hausse des températures, modification des précipitations, élévation du niveau de la mer) et formuler des stratégies de gestion.

Le plan sera développé en trois phases. La phase 1 (jusqu'à fin 2025) inclut une large consultation publique et des partenaires pour élaborer le cadre. Les membres des communautés de notre bassin, de nos entités réglementées et des ONG partenaires partagent leurs observations sur les impacts climatiques via une carte de commentaires virtuelle, des webinaires et des réunions publiques en présentiel.

POUR EN SAVOIR PLUS



Voir la carte

Plan de Résilience



Brésil : investissement de 240 millions de R\$ pour les bassins versants de São Paulo



©ABC Repórter O Diário, 2024

Dès les années 1950, les zones formant aujourd'hui la région métropolitaine de São Paulo (RMSP) ont connu une croissance démographique rapide, augmentant la demande en approvisionnement en eau. En 1975 - 1976, le gouvernement de l'État a adopté des lois établissant des règles restrictives pour contrôler l'occupation des sols dans les bassins stratégiques pour la production d'eau. Cependant, 20 ans plus tard, ces lois ont dû être révisées pour résorber les passifs environnementaux accumulés.

La Loi de l'État n°9.866/1997 a ainsi établi des directives pour la protection et la restauration des bassins versants d'intérêt régional. Le suivi de ces zones dans la RMSP permet de préserver la biodiversité et la qualité de l'eau, contribuant à la durabilité hydrique et à la conservation de la Forêt Atlantique. Des défis persistent néanmoins, notamment faute de planification territoriale adéquate.

Dans ce contexte, le Comité du Bassin de l'Alto Tietê (CBH-AT), soutenu par son Agence de Bassin (FABHAT), finance des programmes de gestion de l'eau grâce au Fonds National des Ressources en Eau (FEHIDRO). Ces 10 dernières années, le CBH-AT a alloué environ 240 millions de R\$, dont 41,5 millions pour des projets d'amélioration et de restauration des bassins. Parmi les résultats : acquisition d'équipements de surveillance contre l'occupation illégale, amélioration du réseau de suivi et renforcement des initiatives d'éducation environnementale.

TO FIND OUT MORE



Comiteat

Fabhat



Gestion du Bassin de la Rivière Machángara, Équateur



Le Comité de Conservation du Bassin de la Rivière Machángara, fondé en 1998, est un espace de gestion interorganisationnelle réunissant les efforts d'institutions publiques, privées et des communautés locales pour la conservation des ressources en eau. Bien qu'il ne possède pas de personnalité juridique, il bénéficie d'une large reconnaissance sociale et met en œuvre des plans opérationnels annuels alignés sur le développement durable du bassin.

Les actions s'articulent autour de quatre axes : environnemental, social, économique et communicationnel.

Dans le domaine environnemental, des programmes de protection des sources d'eau et de réhabilitation des écosystèmes ont été mis en place, impliquant la communauté dans la plantation de 466 000 arbres. Le suivi hydrométéorologique a été renforcé, fournissant des informations précieuses pour la prise de décision, et la conservation de 19 000 hectares du Refuge de Vie Sauvage Machángara-Tomebamba est encouragée. Des brigades de prévention des incendies de forêt ont également été créées avec les communautés locales.

Dans le domaine économique, des programmes de formation et de production agroécologique durable ont été développés, bénéficiant à 200 familles, évitant ainsi l'expansion agricole sur les écosystèmes fragiles et permettant la conservation de 16 000



hectares de prairie et de 2 081 hectares de chêne des garrigues.

Les résultats reflètent un modèle réussi de gestion communautaire, intégrant la conservation des écosystèmes, l'approvisionnement durable en eau et l'autonomisation des communautés. Ces actions renforcent la résilience du bassin et de ses habitants, leur permettant de s'adapter au changement climatique et de garantir la durabilité des écosystèmes, tout en conciliant production et conservation pour le bien-être de la population.

Catalina DÍAZ GRANDA,

Directrice de la Commission Technique, Comité de Conservation du Bassin de la Rivière Machángara

L'ICPDR se prépare à lancer la 5^e Enquête Conjointe sur le Danube: la plus grande initiative mondiale de surveillance des rivières



L'Enquête Conjointe sur le Danube (JDS) est le plus grand programme de surveillance des rivières au monde, mené tous les six ans par la Commission internationale pour la protection du Danube (ICPDR). Couvrant plus de 2 800 km du Danube et de ses affluents, la JDS fournit une évaluation complète de l'état de santé du fleuve, en mettant l'accent sur la qualité de l'eau, la biodiversité et les tendances en matière de pollution.

La JDS5 débutera le 1er juillet 2025 et s'appuiera sur les résultats des éditions précédentes tout en intégrant des techniques avancées. L'enquête recueillera des données essentielles pour soutenir des politiques fondées sur des preuves en faveur d'une gestion durable du fleuve.

Objectifs clés de la JDS5:

- **Évaluer la qualité de l'eau:** Surveillance des polluants, contaminants chimiques et charges en nutriments.
- **Suivre la biodiversité:** Utilisation de l'eDNA pour identifier les espèces et évaluer la santé des écosystèmes.
- **Identifier les menaces émergentes:** Détection des microplastiques et des nouveaux polluants affectant le Danube.
- **Soutenir les politiques et la conservation:** Fourniture de données pour améliorer la gouvernance de l'eau.

Impliquer les communautés grâce à la science citoyenne

La JDS5 met l'accent sur le lien entre science et société :

- **Science citoyenne:** Activités pratiques de surveillance de l'eau impliquant les écoles et les communautés locales en coopération avec le Centre Commun de Recherche de la Commission européenne.
- **Programmes éducatifs:** Ateliers, outils interactifs et collaborations avec la jeunesse du Danube.
- **Événements de la Journée du Danube:** Activités locales organisées dans les pays du bassin pour renforcer le lien entre les communautés et le fleuve.
- **Médias sociaux:** Augmentation de la visibilité grâce aux récits et aux campagnes numériques.

Des rapports scientifiques et grand public seront publiés afin de rendre les résultats accessibles. Grâce à son approche innovante et collaborative, la JDS5 apportera des connaissances cruciales pour protéger le Danube et assurer son avenir.



POUR EN SAVOIR PLUS

Lutte contre sécheresses

En Ukraine, poursuivre les efforts de gestion du bassin, malgré la guerre

Le Département du bassin des ressources en eau des fleuves Dniepr et Dniepr inférieur est une organisation budgétaire à but non lucratif placée sous la direction de l'organe exécutif central, l'Agence nationale des ressources en eau d'Ukraine, qui met en œuvre la politique de l'État en matière de gestion, d'utilisation et de reproduction des ressources en eau de surface.

Depuis 2019, le Département du bassin participe activement à l'élaboration du premier Plan de gestion du bassin de la Vistule 2025 - 2030, approuvé par le gouvernement ukrainien le 1er novembre 2024. Le plan comprend 82 mesures, dont 66 % sont axées sur la construction ou la reconstruction de stations d'épuration des eaux usées, car ce sont elles qui ont le plus grand impact anthropique sur les plans d'eau. Le coût total de ces mesures s'élève à 517,96 M€. En raison de la guerre, la plupart des fonds publics sont destinés au secteur militaire, ce qui fait de l'assistance technique internationale, y compris les subventions et le cofinancement, une priorité pour la mise en œuvre du plan.

Pour mettre en œuvre le Plan, le Département du bassin, avec des partenaires d'Ukraine, de Pologne (PGW Wody Polskie) et de Suède



(Svensk Vatten), a mené à bien le projet « Clean Baltic Source - Wastewater Treatment in Lviv and Volyn Oblasts » en 2023 - 2024, financé par l'Institut suédois. Le projet comprenait des séminaires de formation pour les communautés locales et les services publics, une feuille de route pour la reconstruction et la construction de stations d'épuration des eaux usées, et des visites d'étude dans des stations d'épuration à Lviv, Varsovie et Stockholm.

Au fur et à mesure de l'avancement du projet, le Département du bassin collabore avec des partenaires internationaux et des communautés locales pour attirer des financements internationaux. Ces mesures marquent les premiers efforts de l'Ukraine pour financer la reconstruction et la construction d'installations de traitement des eaux usées.



Restaurer l'une des principales rivières à saumons d'Estonie pour lui rendre sa splendeur d'autrefois



La rivière Purtse, dans le nord-est de l'Estonie, autrefois l'un des principaux sites de frai pour les saumons du pays, a longtemps souffert de la pollution industrielle et de modifications hydromorphologiques, notamment à cause du barrage de Püssi.

Dans le cadre du projet LIFE IP CleanEST, une étape importante a été franchie pour rétablir le débit naturel de la rivière en supprimant l'ancien barrage et en le remplaçant par une passe à poissons de type rapide. Cela améliore la migration des poissons, favorise la biodiversité et renforce la résilience face au changement climatique.

La construction de la passe à poissons de Püssi marque une avancée dans la restauration des écosystèmes dégradés. En éliminant le dernier obstacle infranchissable sur la Purtse, elle amplifie les efforts déjà entrepris pour améliorer le système fluvial, qu'il s'agisse de la réintroduction de saumons, de la création de zones de frai ou de l'élimination de la pollution.

L'assainissement de la pollution résiduelle causée par les usines de schiste bitumineux dans la Purtse et ses affluents constitue à ce jour le plus grand projet de dépollution historique en Estonie. Au total, 18 km de lit fluvial et 130 000 m³ de polluants ont été éliminés grâce au soutien du Fonds de cohésion de l'Union européenne (UE). Cela a posé les bases et créé des conditions favorables à la restauration globale de l'écosystème de la rivière.

Pour reconstituer les populations de poissons en déclin, plus de 180 000 saumons ont été réintroduits dans la rivière par la pisciculture RMK Põlula, partenaire du projet. Par ailleurs, un compteur à poissons équipé d'une barrière guide, installé sur la passe à poissons de Sillaoru, permet de recueillir des données précises sur la migration des poissons et l'efficacité de la passe.

En privilégiant des solutions fondées sur la nature, l'Estonie montre l'exemple en matière de gestion durable des rivières. La restauration de la Purtse prouve que protection de l'environnement et bénéfices sociétaux vont de pair, garantissant un écosystème plus sain pour les générations futures.

LIFE IP CleanEST est un projet intégré de gestion de l'eau visant à améliorer l'état des masses d'eau dans les comtés d'Ida-Viru et Lääne-Viru en Estonie.

Henry LINNARD,

Responsable de la communication, LIFE IP CleanEST,
Ministère du Climat de l'Estonie



POUR EN SAVOIR PLUS

Présentation du projet

Restauration de la végétation riveraine dans quatre bassins versants norvégiens



La végétation riveraine offre de nombreux avantages. Elle contribue à l'adaptation climatique en contrôlant l'érosion des berges et en ralentissant les eaux de crue. Elle lutte contre la pollution en réduisant le ruissellement terrestre. Elle fournit de l'ombre et un abri aux organismes aquatiques, tout en servant d'habitat aux insectes, oiseaux et animaux. Malheureusement, cette végétation a historiquement été réduite ou supprimée dans de nombreuses zones agricoles.

Un projet pilote pour rétablir la végétation riveraine a été mené de 2001 à 2006 dans le bassin versant de Morsa, avec des résultats positifs. Avec trois bassins versants voisins, le projet a ensuite été étendu, avec plus de 3 500 arbres plantés entre 2019 et 2020. Des aulnes noirs et des bouleaux ont été plantés pour protéger les berges, tandis que des saules ont été introduits pour favoriser la biodiversité. Les quatre bassins versants s'étaient fixé un objectif ambitieux de planter 15 000 arbres, désormais dépassé avec un total de plus de 20 000.

Un élément clé du projet consiste à inviter des conseillers agricoles municipaux à des visites sur le terrain pour observer les résultats visibles des plantations datant de 15 ans. Un conseil direct aux propriétaires terriens a également suscité un plus grand intérêt. Des subventions pour des mesures environnementales en agriculture ont permis de rendre le projet gratuit pour les propriétaires, facilitant ainsi la restauration de tronçons fluviaux entiers.

Les fonds du projet ont été principalement consacrés à l'achat d'arbres et au conseil. Un drone est également utilisé pour capturer des images aériennes et documenter les résultats sous un angle original.

Des informations sur l'organisation des bassins versants norvégiens ont été présentées dans la précédente Lettre du RIOB n°31 - 2024, page 13.

Contacts dans les quatre bassins versants :

Morsa: carina.isdahl@valer.kommune.no

Halden: lars.selbekk@marker.kommune.no

Glomma Sud: maria.bislingen@rakkestad.kommune.no

Øyeren: Kristian.Moseby@nes.kommune.no

Italie - Contrat de rivière « Vallée de l'Enza » : un modèle de gouvernance intégrée de l'eau

Lancé en juin 2023, le Contrat de rivière de la Vallée de l'Enza est une initiative de gouvernance multi-acteurs visant à répondre aux défis environnementaux, sociaux et économiques du bassin versant de l'Enza (890 km²) dans la région d'Émilie-Romagne.

S'étendant des Apennins jusqu'au fleuve Pô, la rivière Enza est une ressource hydrique stratégique soutenant les écosystèmes, l'agriculture et les communautés locales. Cependant, ce bassin versant est soumis à des pressions croissantes dues à la rareté de l'eau, aux risques d'inondation, à la pollution diffuse et aux altérations hydromorphologiques, des problématiques aggravées par le changement climatique.

Rassemblant 52 partenaires publics et privés, cette initiative repose sur un cadre de gouvernance structuré :

1. Engagement des parties prenantes : garantir la participation et la transparence.
2. Développement des connaissances : évaluation de la qualité de l'eau, des services écosystémiques et des risques climatiques.
3. Vision stratégique : définition d'objectifs de durabilité à moyen et long terme, intégrant les politiques régionales et locales.
4. Programme d'actions : mise en œuvre d'un plan d'actions sur 3 à 5 ans, suivi et mis à jour régulièrement.

Les priorités du contrat :

- Résilience climatique, avec des solutions fondées sur la nature.
- Gestion durable de l'eau, incluant des études de faisabilité pour des solutions alternatives de stockage.
- Conservation de la biodiversité, en améliorant la qualité de l'eau et en restaurant les habitats riverains.
- Agriculture durable, en promouvant des pratiques d'irrigation efficaces.

Une innovation majeure réside dans le cadre ouvert de partage des données hydrologiques et socio-environnementales, favorisant une gouvernance fondée sur la connaissance.

Ce contrat de rivière incarne un modèle reproductible de gestion intégrée des bassins versants en Europe.

Francesca LUPPI, Patrizia MARANI,
Autorité du district du bassin du Pô (ADBPO)



POUR EN SAVOIR PLUS

Contrat de la rivière Enza



InnWater : pour une gouvernance innovante des bassins européens



Avec les pressions croissantes du changement climatique, de la rareté de l'eau et des demandes multiples, la gestion durable des bassins versants devient un défi majeur. Parmi les priorités : mieux allouer les ressources, financer durablement, intégrer le numérique et renforcer la participation des acteurs.

Le projet InnWater, financé par la Commission européenne dans le cadre d'Horizon Europe et coordonné par l'Office International de l'Eau (OiEau), répond à ces défis en développant des solutions de gouvernance innovantes pour la gestion des bassins versants.

Cinq sites pilotes en Europe testent des outils économiques, numériques et participatifs afin d'élaborer des cadres de gouvernance plus intégrés, efficaces et résilients.

Deux ans après son lancement, InnWater a mis en place un questionnaire d'évaluation de la gouvernance de l'eau pour soutenir les parties prenantes. Des modèles économiques en

cours d'élaboration permettront une meilleure compréhension des interactions entre les décisions de gouvernance et les activités économiques locales. Par ailleurs, des approches participatives ont été mises en œuvre afin d'impliquer les acteurs locaux et d'intégrer leurs perspectives dans les solutions de gouvernance. La Plateforme de Gouvernance InnWater, un système numérique d'aide à la décision, centralisera ces outils pour renforcer la gestion intégrée des bassins.

Dans sa phase finale, l'accent sera mis sur le renforcement des capacités et le transfert de connaissances. InnWater lancera un programme de formation, la Summer School, dédiée aux outils économiques appliqués à la gouvernance de l'eau. De plus, un environnement d'apprentissage numérique fournira des contenus de formation continue, permettant aux parties prenantes d'accéder aux méthodologies et aux outils de gouvernance développés tout au long du projet.

D'ici 2026, InnWater proposera un ensemble d'outils, de recommandations et de solutions pratiques pour renforcer la gouvernance de l'eau à l'échelle des bassins versants.



POUR EN SAVOIR PLUS

InnWater

Gestion Intégrée des Ressources en Eau au Cambodge : guide de GIRE



L'expérience du bassin du Stung Sen constitue une avancée majeure dans la mise en place de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au Cambodge. Depuis 2012, ce projet pilote a permis de structurer une gouvernance locale avec un Comité de bassin, appuyé par un secrétariat technique et des groupes de travail thématiques, un plan d'actions concerté et des mesures concrètes suivant les priorités établies par le comité pour un développement efficace et durable du bassin.

L'ouvrage « Gestion Intégrée des Ressources en Eau au Cambodge - Cas pilote du Stung Sen », fruit de 10 ans de coopération entre le Cambodge et la France, synthétise cette expérience et sert désormais de guide pratique pour la mise en œuvre de la GIRE sur d'autres bassins versants du pays. Il met en avant

les enseignements clés : l'importance d'un cadre institutionnel structuré, le besoin de données hydrologiques fiables et la nécessité d'une coordination entre les initiatives locales et nationales.

Aujourd'hui, la GIRE s'inscrit dans une dynamique de démultiplication à d'autres bassins versants du Cambodge. Le ministère des Ressources en Eau et de la Météorologie (MoWRAM) capitalise sur les acquis du Stung Sen pour structurer une approche globale, en renforçant la gouvernance et la coordination entre les différentes échelles de gestion. La création d'un Comité national de bassin, ainsi que l'élaboration de guides méthodologiques à l'échelle nationale, visent à assurer une gestion plus harmonisée et efficace des ressources en eau à travers le pays.

L'objectif est de coordonner la gestion des bassins versants du Cambodge en définissant une stratégie claire et cohérente, tirant parti des réussites et des défis rencontrés sur le Stung Sen. Ce guide devient ainsi un outil essentiel pour une GIRE efficace, plus facile à mettre en œuvre, durable et coordonnée.

Agathe GUITTARD,
Cheffe de projets, OiEau
Valérien GUILHEN,
Chargé de projets, OiEau

La Chine promeut la conservation de la biodiversité fluviale avec un projet du FEM



De 2016 à 2024, le Centre international de coopération et d'échange économique et technique (INTCE) du Ministère des Ressources en Eau (MWR) de Chine s'est associé à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour mettre en œuvre le projet du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) intitulé : « Une nouvelle ligne verte : Intégrer les objectifs de conservation de la biodiversité dans la politique et la planification de la gestion des ressources en eau en Chine ».

Les activités ont été menées aux niveaux provincial, préfectoral et départemental à travers le Système des Responsables des Rivières et des Lacs :

- **Intégration des politiques :** Incorporation des objectifs de biodiversité dans les politiques et cadres juridiques de gestion des ressources en eau, développement et test d'une méthodologie d'évaluation de la santé des rivières et des lacs sur cinq rivières pilotes dans les provinces de Chongqing et du Yunnan.
- **Actions concrètes :** Application des débits écologiques, modifications des barrages, restauration des zones humides, amélioration des habitats pour les espèces de poissons, restauration de plus de 700 ha d'habitats fluviaux bénéficiant à 1 million de personnes.

- **Renforcement des capacités :** Mise en place de systèmes de surveillance de la biodiversité dans les comités pilotes et formation de plus de 2500 fonctionnaires et parties prenantes à différents niveaux.

Ce projet a amélioré la santé des rivières : son approche intégrée a favorisé la croissance des populations de poissons et d'oiseaux, amélioré la qualité de l'eau et sensibilisé les responsables ainsi que les communautés à l'importance de la conservation de la biodiversité.

Hao Zhao,
Directeur général, INTCE



Il y a plusieurs décennies, l'écosystème aquatique du bassin de la rivière Wubu (province de Chongqing) a subi de graves dégradations en raison du développement hydroélectrique et de la pollution. Grâce aux efforts de restauration du projet - restauration environnementale complète des berges, suppression de barrages et construction de passes à poissons - la beauté paysagère de la rivière a été revitalisée et sa santé écologique grandement améliorée. © INTCE

Turquie : plans de gestion des risques à l'échelle des bassins pour renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique

En raison du changement climatique, la fréquence et l'impact des inondations et des sécheresses augmentent en Turquie. Pour atténuer ces risques et renforcer la résilience, des plans de gestion intégrée ont été élaborés pour tous les bassins fluviaux.

Les étapes et le contenu des Plans de gestion des inondations sont les suivants :

- **Évaluation préliminaire des risques d'inondation :** Identification des zones à risque par une évaluation préliminaire des risques d'inondation.
- **Élaboration des cartes des dangers et des risques d'inondation :** Des cartes des dangers d'inondation indiquant la superficie inondable et la profondeur de l'eau dans les zones à haut risque seront établies. Une classification des risques sera réalisée dans les zones sujettes aux inondations, et des cartes des risques d'inondation seront préparées.
- **Élaboration du Plan de gestion des inondations :** À partir des cartes mentionnées, un plan de gestion des inondations est développé. Il comprend la planification et l'orientation des actions avant, pendant et après l'inondation, y compris les améliorations et les interventions nécessaires.

Ces plans garantissent la sécurité des personnes et des biens et servent de base à l'aménagement du territoire en Turquie.

Pour mieux se préparer aux sécheresses, qui comptent parmi les impacts négatifs les plus significatifs du changement climatique, et pour minimiser leurs effets, des **Plans de gestion de la sécheresse** ont été élaborés pour **25 bassins fluviaux**.

Les mesures prévues pour assurer une utilisation efficace des ressources en eau et la préparation aux sécheresses comprennent :

- Réhabilitation des zones d'irrigation et transition vers des systèmes d'irrigation modernes.
- Réduction des pertes et fuites dans les réseaux d'eau potable et d'eau industrielle.
- Identification de sources d'eau alternatives.
- Promotion de la réutilisation des eaux usées.
- Augmentation de la production de cultures résistantes à la sécheresse.

Pour une gestion efficace de la sécheresse, le projet « **Mise en place d'un système de prévision et d'alerte précoce à la sécheresse** » a débuté en 2024 et devrait être achevé d'ici 2027. Ce système vise à minimiser les impacts des sécheresses et à émettre des alertes précoces aux secteurs utilisateurs d'eau (agriculture, eau potable, tourisme et industrie) avant l'apparition de la sécheresse.

Gestion intégrée du bassin versant de la rivière Welang



La rivière Welang, dans l'est de Java, en Indonésie, est une source de vie essentielle pour les communautés voisines. Cependant, avec l'expansion des villes et la croissance démographique, la rivière est confrontée à des défis croissants tels que les inondations, l'érosion et la pollution. Les gouvernements indonésien et néerlandais, par le biais de leur programme Partners for Water, investissent dans le projet de transformation du bassin de la rivière Welang pour protéger à la fois la rivière et les personnes qui en dépendent. Le projet a débuté par un processus de co-conception avec la participation active des communautés locales, des propriétaires fonciers et des acteurs gouvernementaux, favorisant l'inclusivité et garantissant que les résultats finaux sont adaptés aux besoins et aux contextes spécifiques des personnes impliquées. Cela a conduit à une approche de gestion intégrée

des ressources en eau, qui comprenait également la formation du personnel de la province de Java-Est à cette gestion.

L'un des résultats est que, dans la zone en amont du bassin versant de Welang, une approche basée sur le Solutions Fondées sur la Nature (SFN) est appliquée en collaboration avec la communauté locale en utilisant une méthodologie 3R (rétention, recharge et réutilisation de l'eau) par la création de simples bouchons de ravin.

Ces structures, fabriquées à partir de matériaux disponibles localement comme le bambou, les pierres et les branches, servent à :

- Collecter et stocker temporairement l'eau pendant les fortes pluies.
- Retenir les sédiments et les matériaux charriés dans le canal.
- Ralentir les petits écoulements concentrés.

L'équipe a également organisé des ateliers sur la gestion des déchets pour deux écoles primaires publiques (Sekolah Dasar Negeri-SDN) dans le bassin versant de la Welang.



POUR EN SAVOIR PLUS

Projet de la rivière Welang

Organisation du Bassin de Zarafshon : gestion des ressources en eau et adaptation au changement climatique



L'Organisation du Bassin de Zarafshon (ZBO) au Tadjikistan est responsable de la planification, du suivi et de l'utilisation rationnelle des ressources en eau

dans le bassin de la rivière Zarafshon. Elle opère dans le cadre de la stratégie nationale d'approvisionnement durable en eau et d'assainissement, en soutenant les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). La ZBO participe également à des initiatives internationales de gestion de l'eau.

Le changement climatique a un impact significatif sur les ressources en eau du bassin. Au cours des 20 dernières années, les glaciers de Zarafshon ont reculé de 2,5 km, soit 2,1 fois plus vite que les prévisions. Cela entraîne une réduction des réserves d'eau à long terme, la formation de plans d'eau dangereux et une augmentation de la fréquence des coulées de boue. Les modifications du régime hydrologique menacent les infrastructures hydrauliques et l'agriculture de la région, tout en augmentant les risques d'inondations et de sécheresses.

Pour s'adapter au changement climatique, la ZBO mène plusieurs actions :

- Surveillance des glaciers et des ressources en eau grâce aux données satellitaires et aux drones.
- Développement d'un système d'alerte précoce pour les inondations et les coulées de boue afin de minimiser les dommages pour la population et les infrastructures.
- Introduction de technologies économes en eau, y compris l'irrigation au goutte-à-goutte et les méthodes modernes d'irrigation.
- Renforcement des infrastructures hydrauliques, création de barrages anti-coulées de boue et consolidation des berges des rivières.
- Soutien aux agriculteurs dans l'adaptation des pratiques agricoles aux conditions climatiques changeantes.

La ZBO coopère activement avec les organismes gouvernementaux, les communautés locales et les partenaires internationaux pour assurer une utilisation durable de l'eau, minimiser les risques climatiques et préserver la biodiversité de la région. L'organisation adopte une approche globale qui inclut la recherche scientifique, les innovations technologiques et une participation élargie du public à la gestion des ressources en eau.

Équilibrer riziculture et résilience : une agriculture plus intelligente dans le bassin inférieur du Mékong

La riziculture est l'épine dorsale du bassin inférieur du Mékong, nourrissant des millions de personnes et stimulant les économies, mais elle s'accompagne d'une forte consommation d'eau et d'émissions de méthane. Autrefois considérées comme durables, les pratiques traditionnelles sont aujourd'hui confrontées à des pressions climatiques et socio-économiques croissantes.

Pour y remédier, la Commission du Mékong (MRC) a introduit l'irrigation intermittente, une technique révolutionnaire qui réduit la consommation d'eau et les émissions de méthane en alternant irrigation et drainage. Des directives détaillées sur cette méthode, publiées en décembre 2024, tracent une voie pratique vers un avenir plus durable pour les agriculteurs.

Une nouvelle vague de changement : comment les pays du Mékong unissent leurs forces pour lutter contre les inondations et les sécheresses

Conformément à la stratégie de développement du bassin du Mékong (SDB), les pays membres ont donné la priorité aux projets communs dans leurs plans indicatifs nationaux (PIN) afin de favoriser la coopération transfrontalière. Ces projets rassemblent deux pays ou plus pour relever des défis communs, que chaque nation ne pourrait pas relever efficacement seule.

Deux projets communs clés ont été jugés prioritaires :

- Le projet conjoint 9C-9T (Cambodge-Thaïlande) se concentre sur les risques communs d'inondation et de sécheresse. Les principaux résultats comprennent une stratégie d'atténuation des risques, un plan directeur, une évaluation des questions de genre et de vulnérabilité, et l'introduction de solutions fondées sur la nature (SFN). Un système d'alerte précoce transfrontalier et une stratégie de mise à l'échelle sont en cours, les prochaines étapes impliquant des évaluations des risques climatiques et une proposition de financement du Fonds vert pour le climat (FVC).
- Le projet conjoint 3S (Cambodge, Laos, Vietnam) vise à promouvoir une utilisation durable de l'eau dans les bassins du Mékong, de la Sesan et de la Srepok. Parmi les réalisations, on peut citer un diagnostic du bassin, des priorités communes et un atlas. Les travaux se concentrent désormais sur un plan directeur, une structure de gouvernance et une note conceptuelle commune pour le Fonds vert pour le climat.

Ces efforts visent à améliorer la sécurité de l'approvisionnement en eau, la résilience des écosystèmes et la coopération régionale dans un contexte d'intensification des impacts climatiques.

L'observation satellitaire et les geo-services



Plateforme GERNAC



Réseau de stations virtuelles

Au service du développement des ressources en eau et l'amélioration du transport fluvial dans le Bassin du Congo

Depuis plusieurs années, la Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (CICOS), l'un des membres actifs du Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB), appuie ses États membres (République d'Angola, République du Cameroun, République Gabonaise, République Centrafricaine, République du Congo et République Démocratique du Congo) avec des services et outils nécessaires à une gestion durable des ressources en eau et l'amélioration de la sécurité de la navigation fluviale. Ces instruments sont en effet, l'un des puissants vecteurs d'échanges économiques et partant de l'économie bleue ainsi que de l'intégration physique de la sous-région Afrique Centrale.

Après la production et la dissémination des services et produits (informations) tels que les bulletins de prévision des hauteurs d'eau pour la navigation et les inondations, les bulletins de bilans hydrologiques, etc, la CICOS a choisi à travers le projet GMES &

Africa II, d'assurer la diffusion de ces produits et services sous formes de Géo-Services via sa plateforme dénommée Gestion de l'Eau et Ressources Naturelles en Afrique Centrale, (GERNAC). Ceci dans le but d'atteindre un plus grand nombre d'utilisateurs de la ressource.

Pour améliorer le suivi hydrologique dans le Bassin du Congo dont le réseau de stations in-situ s'est, de nos jours, considérablement réduit. La CICOS, avec l'appui des partenaires techniques - l'Agence Spatiale Européenne (ESA), l'Organisation Européenne pour l'Exploitation de Satellites Météorologiques (EUMETSAT), et l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) - et des partenaires financiers - la Banque Mondiale (BM), l'Union européenne (UE), la Banque Africaine de Développement (BAD), et l'Union Africaine (UA) - s'active à renforcer les capacités humaines des Services Hydrologiques Nationaux pour la prise en compte des facilités qu'offrent les technologies d'observation satellitaire à l'hydrologie continentale. Aujourd'hui, l'apport de l'Altimétrie Spatiale avec des missions satellitaires, telles que Sentinel et SWOT, est désormais considéré comme un précieux complément au suivi hydrologique empirique dans le Bassin du Congo où le réseau hydrométrique in-situ exige d'énormes ressources humaines, matérielles et financières.

Dr. Marie-Thérèse ITONGO,
Secrétaire Générale de la CICOS



POUR EN SAVOIR PLUS

CICOS

Renforcer la connaissance hydrologique au Congo

L'Afrique centrale, et en particulier le Congo (Brazzaville), est confrontée à des défis croissants liés aux inondations, exacerbés par l'urbanisation rapide et le changement climatique. Pour y répondre, un projet ambitieux (2024 - 2029), financé à hauteur de 40 M€ par l'Agence française de développement (AFD), vise à renforcer le Service Hydrologique National (SHN) dans le cadre d'un programme global de gestion des inondations et d'assainissement.

L'une des composantes clés du projet est l'appui au SHN par un opérateur privé (BRLi - Ceneau - JDMK), avec pour objectif de le rendre pleinement opérationnel et autonome, y compris financièrement.

Dans ce cadre, l'Office International de l'Eau (OiEau) intervient en tant qu'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) conjointement avec le bureau d'études Artelia, pour appuyer le Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Équipement Routier (MATIER) ainsi que les institutions congolaises concernées, l'Institut de Recherche en Sciences Exactes et Naturelles (IRSEN) et la Direction Générale de l'Hydraulique. L'OiEau apporte son expertise technique et méthodologique pour structurer la mise en œuvre du projet, en veillant à la cohérence des actions menées et à la montée en compétences des acteurs locaux.

Des actions concrètes pour renforcer le SHN

Le projet repose sur plusieurs actions complémentaires :

- **Modernisation des infrastructures de mesure :** installation de nouveaux équipements hydrométriques et amélioration des stations existantes, ainsi que développement de l'hydrologie spatiale.
- **Développement des compétences techniques :** formation des agents du SHN aux méthodes de collecte, d'analyse et de modélisation des données hydrologiques.
- **Mise en place de systèmes d'alerte précoce :** amélioration des outils de prévision des crues pour une meilleure réactivité des autorités locales face aux risques d'inondation.
- **Diffusion et valorisation des données :** renforcement des capacités de partage d'informations avec les décideurs et acteurs locaux.

Une approche durable pour une gestion efficace des risques

Au-delà des aspects techniques, le projet pose les bases d'une gestion intégrée et durable des inondations, tenant compte des effets du changement climatique. Grâce à cet accompagnement, le Congo renforce sa capacité à gérer ses ressources en eau de façon proactive, au service de sa sécurité et de son développement.

Blaise DHONT,
Chef de projets, OiEau

Projet de coopération entre le Ministère des Eaux et Forêt de Côte d'Ivoire et l'agence de l'eau Loire-Bretagne

En Côte d'Ivoire, le cadre juridique pour la gestion des ressources en eau est défini par la Loi n° 2023-902 du 23 novembre 2023. La croissance démographique, l'agriculture, le changement climatique, les activités agro-industrielles, les mines et l'orpaillage y sont à l'origine de pressions croissantes sur la ressource en eau. C'est dans ce contexte que le Ministère des Eaux et Forêt (MINEF) et l'agence de l'eau Loire-Bretagne (AELB) ont initié un processus de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans le Haut Bandama, avec l'appui de l'Office International de l'Eau (OiEau). Ce bassin a fait l'objet d'un développement expérimental de la GIRE, en raison de sa situation (seul grand bassin hydrographique national) et des problèmes rencontrés en matière de gestion d'eau. Le projet de coopération, initié en février 2021, est aujourd'hui dans sa 3^{ème} phase.

Les activités menées au cours des phase 1 et 2 : information, sensibilisation et expérimentation de la GIRE sur le Haut Bandama

La première phase du projet (2021 - mi-2022), a permis la sensibilisation des parties prenantes et le partage d'informations, à l'échelle nationale et à l'échelle du bassin versant pilote. Ces actions se sont développées autour du projet de création du premier Comité Local de l'Eau (CLE) de Côte d'Ivoire sur le Haut Bandama, qui ambitionnait d'être un lieu de concertation associant les autorités publiques, les collectivités locales et les usagers du bassin, pour éclairer la prise de décision.

La seconde phase (mi-2022 - mi-2024) a abouti à l'organisation d'une première réunion préparatoire de la création du CLE du Haut Bandama et à la définition des premières activités du CLE. En parallèle de cela, l'OiEau a appuyé la rencontre entre différents gestionnaires de données sur l'eau et le MINEF. Un voyage d'étude du MINEF sur le bassin Loire-Bretagne a été organisé en février 2024.

Les activités en cours : de la GIRE centralisée de l'Agence Nationale des Ressources en eau à la GIRE locale des CLEA

Au titre de la seconde expérimentation, le MINEF souhaite tester le fonctionnement d'un Comité Local de l'Eau et de l'Assainissement (CLEA) pilote dans un sous-bassin où des menaces sur la ressource en eau existent ou sont latentes. Cette instance, prévue par l'article 81 du Code de l'eau, est une association d'usagers de l'eau dans un bassin hydrographique, à une échelle plus réduite que celle initialement prévue pour la CLE du Haut Bandama. En parallèle un appui de l'OiEau pour la création d'une Agence Nationale des Ressources en Eau sera proposé. À noter également dans les développements récents, la participation du MINEF à l'Assemblée générale mondiale du RIOB d'octobre 2024 à Bordeaux, son adhésion au RIOB en février 2025 et son intérêt pour le projet Peer-to-Peer (p. 30).

Mélanie FAYET,

Responsable de projets à l'Office international de l'Eau

Auguste Kouamé KOUASSI,

Directeur de la Protection et de l'Aménagement des Ressources en Eau

L'OiEau et l'agence de l'eau Artois-Picardie (France) lancent une nouvelle initiative de gestion de l'eau et de la biodiversité à Madagascar



L'Office International de l'Eau (OiEau), avec le soutien de l'agence de l'eau Artois Picardie (AEAP), initie en 2025 une nouvelle collaboration à Madagascar avec la Direction du Développement Régional (DDR) de la Région DIANA. À travers ce partenariat, les activités viseront à renforcer la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans la Région de DIANA, plus particulièrement dans le bassin versant du Sambirano situé au sud de la région.

Une partie significative de ce bassin versant de 3300 km² est recouverte de terres agricoles comme le cacao, représentant plus de 80 % de la production nationale, le café, la vanille et le poivre. Les leçons tirées de l'expérience pilote menée dans ce bassin seront partagées aux niveaux régional et national pour enrichir la mise en œuvre de la GIRE à ces deux échelles.

Le projet intègre également une composante dédiée à l'adaptation au changement climatique et à la préservation de la biodiversité. Au regard des caractéristiques de la Région DIANA, et notamment le fait que 35 % de son territoire est déjà classé en aires naturelles protégées, l'équipe du projet se propose d'accompagner Madagascar National Parks (MNP) - sous tutelle du ministère de l'Environnement - dans la définition d'un plan d'action, visant à la fois à « conserver les aires protégées » avec le consentement des communautés locales, à « réduire les dégradations » et à « construire le bien-être des populations », notamment par des Activités Génératrices de Revenus.

Agathe GUITTARD,

Cheffe de projets, OiEau

Un Fonds Régional dans le Bassin du Niger pour une réponse urgente au changement climatique



Dans un contexte de crise climatique et face à la diminution continue des ressources financières allouées à la gestion durable des ressources naturelles dans le Bassin du Niger, les Chefs d'États et de Gouvernements des pays membres de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN) ont décidé de créer un Fonds Régional d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du Niger (FRACC/BN), un instrument financier autonome destiné à garantir une gestion intégrée et durable des ressources de cette région stratégique. Ce Fonds s'inspire du quatrième principe de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), qui valorise l'eau dans tous ses usages, y compris ceux qui sont concurrents. Ce principe se décline en deux volets essentiels : le « pollueur-payeur » et le « utilisateur-payeur », concepts fondamentaux inscrits dans la Charte de l'Eau de l'ABN.

Les objectifs principaux du FRACC/BN se déclinent en deux axes stratégiques : d'une part, il vise à accroître le portefeuille de financements pour soutenir les activités durables de l'ABN ; d'autre part, il aspire à garantir des ressources financières stables et suffisantes pour la préservation des écosystèmes et des ressources naturelles au sein du bassin. Le statut juridique et le cadre réglementaire du FRACC/BN ont été adoptés par le

Conseil des Ministres de l'ABN, après un processus participatif et inclusif. Ce Fonds se présente sous la forme d'un fonds fiduciaire international dédié à l'adaptation au changement climatique. Il possède une personnalité juridique tant sur le plan national qu'international, et bénéficie d'une autonomie de gestion Administrative et Financière. Rattaché à l'Autorité du Bassin du Niger, il sera alimenté par diverses sources de financement identifiées lors de l'étude de faisabilité.

Pour sa mise en œuvre, le processus d'opérationnalisation du FRACC/BN comportera plusieurs étapes, dont la détermination de la dotation initiale et la désignation d'une institution régionale responsable de sa gestion. Dans ce processus, l'ABN, reçoit l'appui de la Banque Africaine de Développement via le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN).

Cette initiative représente une avancée significative vers une gestion durable des ressources naturelles dans le Bassin du Niger, en réponse aux défis croissants liés aux changements climatiques. La mise en place du FRACC/BN incarne un espoir pour les pays riverains et marque un engagement ferme face aux enjeux environnementaux contemporains.

Projet d'adaptation aux changements climatiques dans le bassin de la Volta



Le bassin de la Volta, partagé par le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo, subit les effets du changement climatique, avec une intensification des inondations et des sécheresses, aux conséquences graves pour les écosystèmes et les communautés.

C'est dans ce contexte que le Projet intitulé « Intégrer la gestion des inondations et des sécheresses et l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta ou Volta Flood and Drought Management (VFDMP-Projet) », financé par le Fonds d'Adaptation, a été développé et mis en œuvre par l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), et le Partenariat mondial de l'eau - Afrique de l'Ouest (GWP/AO) de juin 2019 à juin 2024, en vue de :

- Développer les capacités et les cadres de prise de décisions éclairées sur les risques climatiques tant au niveau local, national que régional.
- Développer des actions concrètes d'adaptation et respectueuses

de l'environnement dont les Solutions fondées la Nature (SFN) en utilisant une approche intégrée.

- Renforcer les capacités politiques et institutionnelles pour la gestion intégrée des inondations et des sécheresses aux niveaux local, national et transfrontalier.

Le projet a permis de renforcer la connaissance des risques liés aux inondations et aux sécheresses dans le bassin de la Volta. Il a mis en place et rendu opérationnels des comités locaux et nationaux de gestion des risques, tout en améliorant le réseau de collecte des données hydrométéorologiques.

Des cartes multidimensionnelles des zones vulnérables ont été élaborées, et les capacités des acteurs locaux ont été renforcées en matière de diffusion d'alertes et de réponses adaptées, sur dix sites pilotes.



POUR EN SAVOIR PLUS

Mise en œuvre du projet

Twin Basin Initiative

Le RIOB a lancé un programme mondial de jumelages inter-bassin à l'occasion du 10ème Forum Mondial de l'Eau (Bali, Indonésie, mai 2024). Dans la lignée du Plan d'action de Dakar pour les bassins, adopté au Forum précédent, il vise à accélérer l'atteinte des objectifs de développement durable, par les bassins et pour les bassins.

L'initiative vise le développement de jumelages institutionnels entre organismes en charge de la gestion des ressources en eau à l'échelle des bassins et ainsi renforcer leurs capacités opérationnelles de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Les organismes de bassin (nationaux et transfrontaliers) ainsi que les administrations nationales, régionales et locales en charge de la gestion de bassin sont les cibles de ces jumelages.

Le RIOB mobilise pour la mise en œuvre de ces jumelages des institutions financières internationales, bailleurs bi- et multi-latéraux. La Commission européenne et l'Agence française de développement (AFD) y contribuent d'ores et déjà en tant que partenaires principaux.

Financé par l'AFD, le projet DYNObA promeut le partage d'expériences entre six organismes de bassin transfrontalier africain pour renforcer la gestion durable des ressources en eau face aux effets du changement climatique.

Doté de 3 millions d'euros sur trois ans, il est mis en œuvre par l'OiEau, en partenariat avec le Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB).

Plusieurs autres partenaires ont déjà confirmé qu'ils souhaitent s'associer au projet Twin Basin Initiative, tel que la Banque Inter-Américaine de Développement, le Projet IW:LEARN du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'Organisation Météorologique Mondiale.



Lancé en septembre 2024, le projet Peer-to-Peer (P2P) constitue la première composante de la Twin Basin Initiative, portée par le RIOB. Ce programme international abordera des thématiques clés de la gestion de l'eau par bassin, telles que les cadres de gouvernance participative, les plans d'adaptation au changement climatique, le partage des données, les systèmes d'information sur l'eau et les mécanismes de financement durable.



POUR EN SAVOIR PLUS

Peer-to-Peer

Coopération internationale : le soutien de l'Union européenne au renforcement des capacités des organismes de bassin

L'Union européenne (UE) place la gestion de l'eau au cœur de son action pour le développement durable. Fort d'un engagement financier de 1,4 milliard d'euros pour la période 2021 - 2023, elle ne se limite pas seulement au financement : elle mise aussi sur des partenariats permettant l'autonomisation et l'innovation des bassins versants à échelle mondiale.

L'Europe, avec 60 % de son territoire couvert par des bassins transfrontaliers, est un modèle de coopération en matière de gestion intégrée des ressources en eau. L'expérience acquise grâce à la Directive-cadre sur l'eau (DCE) a permis de structurer un appareil de gouvernance efficace, facilitant la coopération entre les parties prenantes pour une gestion durable des ressources hydriques.

Le projet Peer-to-Peer pour les Organismes de Bassin (P2P) illustre cette ambition en voulant favoriser les échanges entre praticiens en charge de la bonne gestion des bassins versants, des lacs, des rivières et des aquifères. Le souhait de l'UE est

d'amener ces organisations à travailler ensemble sur l'application de leurs stratégies, de leurs pratiques et leurs outils. Le P2P fait écho au projet Water Initiative Plus de l'UE qui a notamment appuyé en Ukraine et en Arménie la mise en place d'outils de gestion des bassins versants, d'identification des besoins d'investissement, et d'implication de la société civile.

Le RIOB et l'Office International de l'Eau (OiEau) ont été choisis pour piloter ce projet en raison de leur expertise. Il s'inscrit dans le cadre plus large des Team Europe Initiative pour la gestion des eaux transfrontalières en Afrique et en Asie centrale.

L'échange de bonnes pratiques, la mutualisation des outils et le développement de cadres de gouvernance adaptés sont les clés du succès pour répondre aux enjeux croissants liés à l'eau. Grâce au P2P, les organismes de bassin peuvent apprendre de leurs pairs afin de développer une communauté de pratiques.

Propos recueillis auprès de Marjeta Jager,
Directrice générale adjointe de la Direction générale des
partenariats internationaux (DG INTPA).



Anticiper l'avenir de l'eau : la gestion de l'eau comme fondement

L'année 2025 marque un moment charnière, une étape importante cinq ans avant la conclusion des objectifs de développement durable (ODD) de 2030. C'est une année d'évaluation critique, pour mesurer les progrès et identifier les défis persistants afin de respecter les engagements mondiaux pris en 2015. Il s'agit notamment de l'ODD 6, qui vise à garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Tout aussi important, 2025 sert également de rampe de lancement pour les préparatifs de la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'eau en 2026. Seulement la troisième du genre depuis l'événement inaugural en 1977, la Conférence de 2026 présente une autre occasion historique de réaffirmer la position ferme de l'eau en haut de l'agenda politique mondial. Plus important encore, elle offre l'occasion de transformer la réalité actuelle de l'eau. Elle appelle à des solutions pour les 2,2 milliards de personnes dans le monde qui n'ont toujours pas accès à l'eau potable et pour les 3,5 milliards de personnes qui continuent de vivre sans services d'assainissement gérés en toute sécurité.

Pour saisir cette opportunité, l'année 2025 doit être mise à profit pour une préparation stratégique et une action accélérée. Tous ces efforts doivent reposer sur un engagement constant en faveur de la gouvernance et de la gestion de l'eau en tant que fondement. Il est clair et urgent de faire de la gestion de l'eau le fondement de toutes les futures initiatives mondiales dans ce domaine.

L'eau, c'est la vie, et il n'y a pas de vie sans eau. Comme le souligne ce bulletin, les progrès en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de sécurité alimentaire, de santé publique et de transition énergétique ne peuvent être réalisés que grâce à une gestion durable et de qualité de l'eau. Par conséquent, une gestion efficace, inclusive et intégrée des ressources en eau (GIRE) doit rester au cœur de chaque initiative dans le domaine de l'eau.

De 2023 à 2026 : maintenir l'accent sur la GIRE

À la suite de la conférence historique de l'ONU sur l'eau en 2023, qui a donné un nouvel élan politique et recueilli des centaines d'engagements volontaires, la communauté internationale a convenu de convoquer à nouveau la conférence de l'ONU sur l'eau en 2026. Cette prochaine conférence doit s'appuyer sur cette dynamique, en visant des engagements plus forts en faveur de l'action, des résultats plus tangibles et des cadres plus solides pour le financement, la gouvernance et le renforcement des capacités dans le domaine de l'eau.

Pour réussir, cependant, la conférence de 2026 doit également préserver les principes fondamentaux qui ont fait de 2023

un succès, en particulier l'accent mis sur la gestion et la gouvernance des ressources en eau. La promotion de la GIRE et son alignement intersectoriel sur les priorités de développement doivent être maintenus et renforcés. Une mise en œuvre accélérée de la GIRE, centrée sur les personnes et fondée sur la science, est non seulement essentielle pour la résilience et la durabilité, mais elle ouvre également la voie à une coopération et à une action plus larges dans le secteur de l'eau.

Gestion de l'eau au niveau des bassins : le bon point de départ

La gestion des bassins hydrographiques est le point de départ de la GIRE. L'eau au niveau des bassins est le point d'entrée le plus logique et le plus pratique pour mettre en œuvre la GIRE. Nous sommes tous d'accord pour dire que se concentrer sur l'eau au niveau des bassins permet de trouver des solutions coordonnées, ancrées localement et réalisables aux défis transversaux liés à l'eau, en particulier ceux liés au changement climatique et à la dégradation des écosystèmes.

C'est là que le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) joue un rôle essentiel. Comme le montre cette lettre d'information, le RIOB continue de mener des actions de plaidoyer et d'action au niveau mondial en faveur d'une gouvernance durable et inclusive de l'eau au niveau des bassins. Grâce à un soutien technique, à l'échange de connaissances et à des partenariats stratégiques, le RIOB continue d'aider les gouvernements et les parties prenantes à construire et à mettre en œuvre des systèmes d'approvisionnement en eau efficaces et résilients.

À l'approche de la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026, de la fin des ODD de 2030 et au-delà, je suis convaincu que le RIOB continuera à diriger, inspirer et agir. Il sera essentiel de continuer à soutenir les gouvernements et les autres acteurs du secteur de l'eau, notamment par le biais de solutions fondées sur la nature, de systèmes d'alerte précoce et d'infrastructures intelligentes en matière d'eau, pour obtenir un impact durable dans la gestion de l'eau et des bassins.

Je me réjouis de la publication de ce bulletin d'information et j'attends avec impatience de voir des résultats encore plus tangibles et des actions inspirantes dans ses prochaines éditions.

L'eau ne peut pas attendre. Le moment est venu de mettre en œuvre le principe AAA : Advocacy, Alignment, Acceleration (Plaidoyer, Alignement, Accélération). Nos rivières, nos lacs, nos aquifères et les communautés qui en dépendent appellent à des actions et des réponses audacieuses.

Par S.E. Retno L.P. Marsudi

de la République d'Indonésie, Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour l'eau

Le RIOB en bref



1994

Année de création



Status

Association de droit français, sans but lucratif.



Objectif principal

Soutenir toutes les initiatives en faveur de l'organisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au niveau des bassins versants des fleuves, lacs ou aquifères nationaux ou transfrontaliers, pour concilier croissance économique, justice sociale, protection de l'environnement et des ressources en eau et, participation de la société civile.



Organisation

Cette plateforme d'échange de connaissances et d'expériences est administrée par son Président et le Bureau de Liaison qui organisent le Secrétariat technique permanent assuré par l'Office International de l'Eau (OiEau). Son Assemblée Générale Mondiale a lieu tous les 3 ans. La Présidence du RIOB est assurée par le Maroc, depuis l'AG de 2019, et ce, jusqu'en 2024.



Actions

Echanges d'expériences, jumelages, événements et partenariats (avec l'OCDE sur la gouvernance de l'eau, avec la CEE-ONU sur la coopération transfrontalière et l'adaptation au changement climatique). Mise à disposition de l'expertise du Secrétariat technique permanent assuré par l'OiEau : appui technique et institutionnel, formation, données et systèmes d'information.



Réseau

192 Organismes-Membres (organismes de bassins, administrations gouvernementales chargées de l'eau, organisations de coopération bi ou multilatérale) et Observateurs Permanents dans 88 pays.



Implantation

7 réseaux régionaux, pour renforcer les liens entre les Organismes-Membres de pays voisins, développer les activités collectives du RIOB dans la région, organiser des activités communes d'intérêt général.



RIOB

Réseau International
des Organismes de Bassin

Secrétariat RIOB

Office International de l'Eau

22, rue de Madrid

75008 PARIS - FRANCE

+33 1 44 90 88 60

info@riob.org

N° ISSN : 1026-0331 - En ligne : 2310-5860

www.inbo-news.org

**La « Lettre du RIOB »
est éditée avec le soutien
de l'Office français
de la biodiversité.**



Directeur de la publication :

Eric TARDIEU

Rédactrice en chef :

Sabine BENJAMIN

Coordination éditoriale :

Edouard BOINET

Ambre GRIMAUULT

Marjorie GERMAIN-LUPI

Charte et éléments

graphiques : Agence Sequoia

Maquette : Marion BARIL

Impression : Mediaprint

